ESPAGNE

LIRE NOTRE REPORTAGE EN PAGE 12

## HEURS ET MALHEURS DU GOUVERNEMENT SUAREZ

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 18 - LUNDI 19 SEPTEMBRE 1977 N° 510 Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

## Grenoble

### Après avoir protesté contre les annonces racistes de l'ANPE

# BEN DHIAF EXPULSE

L'ouvrier tunisien Ben Dhiaf a été expulsé, mis dans un avion en partance pour la Tunisie par la police : indésirable en France a décidé le préfet. Ben Dhiaf ne pouvait admettre qu'on lui refuse sans cesse des emplois pour des motifs racistes. Il a protesté contre cette injustice et la discrimation pratiquée par l'ANPE. Pour cela il a été condamné, puis expulsé malgré la création d'un comité de soutien et plusieurs manifestations. Le pouvoir veut forcer les immigrés au silence et à la résignation. A Grenoble, ils sont plusieurs centaines à avoir manifesté contre la répression dont a été victime leur camarade.

VOIR P.3

## P.C.I.

### Abandon officiel du marxisme-léninisme

VOIR P.8

*Italie : Berlinguer a fait une croix sur le 5e article de ses statuts.*

ALORS QU'UN COMPROMIS SE PRÉPARE

## Programme commun

# DE MOINS EN MOINS CREDIBLE

*«Mais qu'ont-ils donc ?»*. Telle est la question que, depuis le rebondissement il y a quatre mois de la polémique entre le PS et le PCF, et plus encore depuis la rupture, mercredi, du sommet de la gauche, se posent de nombreux travailleurs, et parmi eux les électeurs du «programme commun». De fait, Marchais lui-même, avant l'ouverture des discussions, laissait entendre à la fête de l'*Humanité* qu'elles ne déboucheraient pas forcément sur un accord. Et le coup d'éclat des radicaux de gauche pourrait, à première vue, laisser penser qu'il va être difficile de recoller les morceaux.

En réalité, les prises de positions consécutives à la petite crise de cette semaine le montrent, il semble probable que finalement, les partenaires du programme commun parviendront à un accord. De toute part, on commence en effet à souligner que la rupture n'est pas définitive, et on cherche à renouer les fils de la négociation.

SUITE P.6

## Bretagne : 8 000 manifestants contre la taxe du lait

VOIR P.5

## Chirac : main basse sur l'Hôtel de Ville... et sa place

Chirac veut faire place nette devant «son» Hôtel de Ville, la nouvelle esplanade dont il présente le projet excluera la circulation automobile et probablement aussi les manifestation.

Barre aux USA

## Soutien nuancé de Carter à la majorité

Barre était allé chercher aux États Unis le soutien de Carter pour la campagne électorale. Celui-ci a effectivement laissé entendre qu'il souhaitait la victoire de la droite aux prochaines élections. Cependant, la nouvelle administration américaine se montre plus prudente que Kissinger dans l'éventualité d'une participation de ministres PCF au gouvernement : quitte à trouver après coup d'autres formes de pression, les États Unis jugent aujourd'hui préférable que leurs ingérences dans les affaires intérieures françaises se fassent moins voyantes. Il n'est quand même pas impossible que Carter viennent en France avant les élections de mars.

VOIR P.5

GISCARD FAIT LA COUR AUX AVOCATS

## «Les droits de la défense menacés»

**Déclarent les avocats du Mouvement d'Action Judiciaire**

Les avocats du MAJ sont inquiets des graves atteintes aux droits de la défense qui se manifestent dans plusieurs pays européens. Ils craignent que dans le cadre de l'Europe des Neuf, ceci n'ait des répercussions en France.

VOIR P.2

## INFORMATIONS GENERALES

Rue Sedaine Paris 11e

# Les résidents du foyer incendié exigent leur relogement

**●Le foyer du 34, rue Sedaine porte encore les marques des tragiques évènements de la nuit de mercredi à jeudi. A quatre heures du matin, un incendie d'origine criminelle embrasait le hall d'entrée de l'immeuble, là où sont entreposées les poubelles. La fumée qui se dégageait asphyxiait rapidement l'ensemble du bâtiment, créant la panique chez les résidents dont certains se jetaient par les fenêtres. Aujourd'hui, on déplore la mort de Sidy Sambola et on est inquiet pour l'état de plusieurs résidents très gravement brûlés.**

En parcourant les escaliers et les chambres de ce foyer surpeuplé qui abrite en permanence entre 350 et 400 travailleurs africains, on comprend la frayeur qui a pu les saisir lorsqu'ils ont été réveillés par les craquements dûs à l'incendie et l'odeur de la fumée qui envahissait les escaliers. Sans le sang-froid de l'un d'eux qui s'est précipité dans les escaliers pour aller au rez-de-chaussée couper l'électricité, c'eût été un désastre.

### 30 LITS DANS 30 M²

Dans ce blockhauss qui tient lieu de foyer, on a l'impression justifiée d'être pris au piège : pas d'issue de secours, goulots d'étranglements empêchant une évacuation rapide, impression que renforce l'entassement : lits superposés alignés les uns à côté des autres avec un intervalle de 50 centimètres entre eux, trente lits sur trente mètres carrés. On comprend la panique de ceux qui se sont jetés par la fenêtre du troisième étage sur le toit de plexiglas qui se trouve deux étages plus bas dans une sorte de cour intérieure. Des traces de sang maculent encore cet endroit rapidement devenu brûlant, obligeant ceux qui s'y étaient jetés à remonter sur les toits en s'accrochant aux conduites d'eau. vendredi, les services de l'EDF sont venus rétablir l'électricité, l'odeur de l'incendie a disparu mais la peur demeure chez les résidents et ils ne le cachent pas : *«Oui, nous avons eu peur, nous ne voulons pas rester ici dans l'insécurité, sans la moindre hygiène ni le moindre confort.»* Chaque résident verse environ 100 francs par mois pour son hébergement dans ce taudis de béton sans qu'aucune amélioration ne soit apportée.

### GRÈVE DES LOYERS

Mais Sénégalais, Mauritaniens, Maliens qui s'entassent ici en ont assez. En 1974, ils avaient fait une grève des loyers et obtenu la reconnaissance de leur comité de résidents et la nomination d'un gérant africain par eux. Celui-ci a justement porté plainte contre X au sujet de cet incendie. Il y a longtemps qu'ils protestent contre leurs conditions de logement, l'incendie n'a ajouté qu'un degré de plus dans leur mobilisation : vendredi, après une assemblée générale, ils sont allés en délégation d'une trentaine de résidents exiger une entrevue à l'Hôtel de Ville où ils ont été reçus. Ils ont formulé leurs revendications : relogement immédiat dans un même foyer de tous les résidents, dans des conditions d'hygiène et de sécurité correctes. Si ces revendications ne sont pas satisfaites rapidement, ils vont commencer une grève des loyers. Ils n'ont pas seulement parlé de cette question du logement, mais également de leur situation de travailleurs immigrés en butte au racisme et aux incessantes tracasseries policières et administratives pour leurs papiers, et surtout pour leur carte de séjour.

## LA BAVURE DE NANTERRE : LE CONVOYEUR INCULPÉ

***Le convoyeur de fonds qui a tiré sur Christian Fouquet a été inculpé de coups et blessures volontaires. Christian Fouquet surpris alors qu'il volait un paquet de viande avait été emmené dans le bureau du directeur du magasin pour être soumis à la fouille. Celle-ci eut lieu en présence de deux convoyeurs de fonds venus chercher la recette, Fouquet sortait de sa ceinture une arme-jouet, déclenchant le tir d'un des convoyeurs de fonds qui se crut menacé. Gravement atteint, Christian Fouquet est toujours dans un état jugé critique par les médecins.***

***Les syndicats des convoyeurs de fonds déclarent dans un communiqué : «Pourquoi les directions de magasins se permettent-elles d'amener de simples voleurs à l'étalage en présence de convoyeurs de fonds qui sont là seulement pour effectuer des transports de fonds et non pour faire la police des magasins».***

Journées d'études des barreaux de France

# GISCARD FLATTE LES AVOCATS

**●Deux réunions d'avocats se tenaient vendredi à Paris à quelques mètres, géographiquement, l'une de l'autre, mais à cent lieux du point de vue de la conception du rôle de l'avocat. D'un côté, on veut faire et on fait de l'avocat un *«rouage»* de l'appareil judiciaire, selon le mot de M. Savreux, de l'autre, on estime qu'il doit être une arme de défense contre l'institution judiciaire et l'État. Les tenants de la première conception se réunissaient au PLM St Jacques et furent honorés et la visite du chef de l'État, les autres, au nom du MAJ tenaient une conférence de presse au FIAP, rue Cabanis à deux pas de là.**

Qu'est venu faire Giscard aux journées d'études des avocats, sinon chercher des avocats pour sa cause à quelques mois des élections. Les attaques contre les avocats et magistrats contestataires n'ont pas manqué au nom de l'indépendance de la justice. Giscard s'est posé en défenseur des avocats les assurant qu'il veillerait au maintien de leur statut libéral, répondant aux frayeurs du bâtonnier Savreux, ému par la perspective *«d'être placés au service de la collectivité par une loi inexorable»*. Ce rassemblement d'avocats devait s'achever samedi par une promenade en bateau-mouche sur la Seine.

### LES LIMITES DES DROITS DE LA DÉFENSE

Alors qu'au PLM St Jacques, les avocats se montraient soucieux avant tout de leur propre condition matérielle, à sa conférence de presse, le MAJ (Mouvement d'Action Judiciaire) affirmait que la défense des intérêts des avocats n'a d'intérêt que dans la mesure où elle leur permet de mieux assurer leur rôle de défense des individus en butte à l'appareil judiciaire. Et le MAJ s'est attaché essentiellement à dénoncer les dangers qui pèsent sur les droits de la défense aujourd'hui. Ces dangers sont sérieux. Le champ d'action de l'avocat est d'ores et déjà très limité. Il est exclu du lieu de l'exécution de la peine : la prison, que Henri Leclerc définit comme un lieu d'infra-droit. Les prisonniers sont soumis à un arbitraire absolu, les sanctions disciplinaires sont décidées dans les prétoires des prisons sans que la défense du prisonnier ne soit assurée. L'avocat n'a pas plus la parole devant le juge d'application des peines. Face à la toute puissance du ministère de la justice par rapport au prisonnier, l'avocat n'a qu'un rôle de quémandeur.

H. Leclerc a également dénoncé le régime des quartiers de haute sécurité dans les prisons qui instaure un système comparable à celui de l'isolement sensoriel des prisons allemandes.

L'avocat ne peut pratiquement rien faire non plus par rapport aux expulsions d'étrangers. La décision d'expulsion, comme celle qui a frappé Ben Dhiaf à Grenoble, est prise par le ministère de l'Intérieur après avis d'une commission qui n'a qu'un rôle consultatif et dont l'avis reste secret.

### DES ZONES DE NON-DROIT

Le MAJ a énoncé plusieurs zones de non-droit. C'est le cas du refoulement des étrangers. L'autorité administrative a un pouvoir discrétionnaire en ce domaine. On connait le camp d'internement d'Arenc à Marseille où les immigrés sont illégalement détenus en attendant leur expulsion, sans jugement ; on sait moins que les mêmes pratiques sont courantes au dépôt du palais de justice de Paris.

L'armée fait aussi partie de ces zones de non-droit le réglement général des armées permet d'emprisonner des soldats sans procédure judiciaire, depuis l'affaire des comités de soldats. Le ministère des Armées tirant les leçons de son fiasco judiciaire emprisonne sans jugement : il y a eu en deux ans, une cinquantaine d'emprisonnements de soldats, emprisonnements qui peuvent aller jusqu'à soixante jours.

Les droits limités de la défense sont eux-mêmes menacés. En Allemagne, en Italie, en Irlande, les avocats sont réprimés dans leurs fonctions de défense. L'organisation européenne sur le plan répressif, la signature de la convention anti-terroriste qui supprime le droit d'asile politique font peser des menaces sérieuses sur les droits de la défense en France. Dans le contexte européen actuel, l'existence de lois répressives pour les avocats dans d'autres pays, ne peut pas ne pas avoir de conséquences en France.

Face à un appareil judiciaire de plus en plus répressif, face à l'ensemble de l'appareil d'État, le MAJ a estimé que la fonction d'avocat demeure indispensable, car elle est une arme de défense et souvent la seule de ceux qui d'une façon ou d'une autre s'affrontent à l'Etat bourgeois.

S. LIVET

## Marais : deux familles obtiennent leur relogement sur le quartier

Deux des cinq familles qui occupaient des logements dans l'îlot Saint-Paul à Paris ont obtenu leur relogement dans le quartier, rue du Pont-Louis-Philippe. Malgré leur expulsion violente le 29 août dernier, elles ont poursuivi leur lutte pour le relogement sur le quartier avec le soutien de l'Intercomité du Marais.

Cette victoire malgré son importance pour la poursuite de la lutte ne change cependant rien à la rénovation-démolition du Marais. La RIVP poursuit son saccage de l'îlot Saint-Paul. L'intercomité prépare un référendum sur la rénovation dans lequel il proposera sont contre-projet de réfection légère qui permet d'effectuer les travaux nécessaires à peu de frais, sans expulser les locataires et de conserver son caractère populaire à ce quartier.

## NOUVELLE CAMPAGNE ANTI-TABAC ET RÉFORME DE L'EXAMEN PRÉNUPTIAL

Le ministre de la santé, Simone Veil à défaut de s'attaquer à des problèmes graves choisit les actions spectaculaires qui ne coûtent rien. Dans le genre, la campagne anti-tabac est un bon filon. Tous les six mois on a droit au lancement d'une nouvelle campagne sur les méfaits du tabac. Il va être désormais interdit de fumer dans certains lieux collectifs, notamment dans les locaux des lycées. Des amendes frapperont ceux qui allumeront une cigarette dans les lieux où une interdiction est prescrite, il pourra en coûter de 40 à 80 francs.

Un projet de réforme de l'examen prénuptial est à l'étude. L'examen radioscopique ne serait plus obligatoire en raison de la diminution de la tuberculose et des dangers de cet examen . De nouveaux tests sérologiques seront effectués : rubéole et toxoplasmose, maladies qui entraînent lorsqu'elles frappent une femme enceinte des malformations graves du fœtus. Les femmes non immunisées pourront à l'occasion de cet examen se faire vacciner contre la rubéole.

Le budget du ministère de la santé sera en augmentation de 14,6 % pour 1978 a également annoncé Simone Veil qui a précisé qu'elle n'envisageait pas de prendre pour l'instant de mesures pour diminuer le nombre d'arrêts maladie comme le préconisait un rapport du ministère des finances.

Il s'était révolté contre les annonces racistes.

# NON A L'EXPULSION DE BEN DHIAF

**• Conduit à l'aéroport de Satolas près de Lyon, Slaheddine Ben Dhiaf, ouvrier tunisien de 28 ans au chômage a été expulsé pour la Tunisie, sans aide au retour. Ben Dhiaf avait élevé la voix un peu trop fort, il avait eu le tort de se plaindre du caractère raciste des offres d'emploi diffusées dans les ANPE.**

**Mercredi soir 2 policiers se sont présentés chez Ben Dhiaf pour lui signifier son expulsion. Aussitôt une manifestation d'une soixantaine de personnes réclamait que Ben Dhiaf soit libéré. La police devait charger et faire trois blessés. La préfecture ne donnait aucune réponse sur le sort de Ben Dhiaf.**

Ben Dhiaf est arrivé en France, venant de Tunisie, il y a cinq ans. Il avait obtenu dans son pays un diplôme de technicien agricole, mais ce n'est pas ce qui peut lui permettre de trouver un emploi qualifié en France. Il suit donc un stage de FPA et obtient en 1976 un CAP de soudeur à l'arc.

Reste à trouver un emploi correspondant à cette qualification. Mais à l'ANPE de Grenoble et d'Echirolles voici ce qu'on lui propose : un poste d'O.S. à Jarries, puis de plongeur (payé au SMIC) au BHV de Grand-Place, enfin à la Mure, un poste déjà pris ! Toutes ses démarches se heurtent au même obstacle : les annonces racistes ; les seuls postes correspondant à sa qualification lui sont refusés : les patrons ne veulent pas de travailleurs immigrés. Finalement, Ben Dhiaf trouve lui-même une place de plongeur à la clinique G. Dumas de la Tronche, qu'il doit accepter faute de mieux. Mais il continue à aller de temps en temps à l'ANPE :comme d'habitude, les annonces racistes y fleurissent. Excédé, Ben Dhiaf proteste énergiquement. Immédiatement, le directeur de l'Agence téléphone à la police. Peu après, Ben Dhiaf est «embarqué» brutalement sous les yeux d'une cinquantaine de chômeurs. Indignés, ils suivent le car de police jusqu'au commissariat. Grâce à cette mobilisation rapide, Ben Dhiaf est libéré.

Un mois après, il retourne à l'agence d'Echirolles. Il est sur le point d'en sortir quand une employée l'insulte puis le frappe avec une agrafeuse. Ben Dhiaf se dégage, d'une gifle. La police arrive ensuite mais le laisse en liberté.

C'est alors qu'une partie du personnel de l'Agence n'hésite pas à exiger la fermeture de l'agence tant que Ben Dhiaf ne sera pas expulsé. Une plainte est déposée ; le 16 juin, il est mis en détention préventive à la prison de Varces.

### MOBILISATION POUR LE PROCES

A son procès, le 12 juillet, de nombreux chômeurs viennent témoigner en sa faveur. De plus, un comité de soutien s'est créé le 25 juin : une manifestation a regroupé le 9 juillet quatre cents travailleurs français et immigrés, dénonçant le racisme et la complicité de l'ANPE avec les patrons racistes. Le jour du procès, de nombreux travailleurs se rassemblent devant le palais de justice. Des sections syndicales CFDT (ANPE, CHR, communaux, Péchiney, Renault-Dauphiné, Sescosem, etc.) font des interventions et une pièce de théâtre, «le jugement du chômage et du racisme» est représentée.

Cette mobilisation débouche sur la libération de Ben Dhiaf. C'est une première victoire. Mais il est tout de même condamné à quatre mois avec sursis et 201 francs d'amende. Surtout, il risque l'expulsion : la commission d'expulsion se réunit le lendemain et transmet le dossier au ministère de l'Intérieur.

### LES PROVOCATIONS DE L'ANPE

Pendant ce temps, le personnel de l'Agence d'Echirolles tente de faire pression sur la commission en décidant de fermer l'Agence *«jusqu'à ce que soit assurée la sécurité du personnel contre les agissements d'un dangereux provocateur»*. Même manœuvre à l'Agence de Grenoble ; profitant de l'absence d'une partie du personnel, en vacances, la majorité des employés présents votent la fermeture des locaux, le mercredi 13 juillet. La police intervient à son tour devant l'agence pour disperser des membres du comité de soutien, qui diffusent des tracts d'information.

### UNE RIPOSTE MASSIVE

Le lundi suivant, les chômeurs venus à l'Agence de Grenoble trouvent porte-close. Le directeur tente de faire croire que c'est tout le personnel qui a exigé cette mesure. Mais au nombre d'une centaine, les chômeurs pénètrent dans l'agence et avec l'appui des employés hostiles à la fermeture, ils obtiennent sa réouverture. Le lendemain, 19 juillet, tout le personnel reprend le travail.

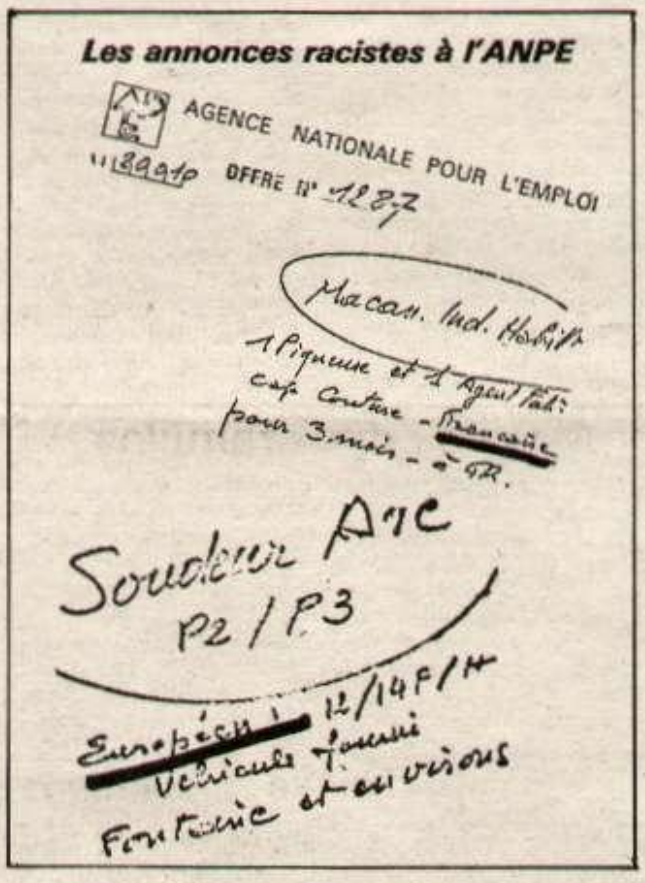
Ainsi, la direction de l'ANPE a dû reculer. Avant cet échec, elle n'avait pas hésité à menacer deux syndicalistes CFDTde l'Agence, particulièrement actifs dans le soutien à Ben Dhiaf : ils avaient eu le «tort» de dénoncer les véritables causes des incidents qui opposent parfois les chômeurs au personnel : la montée du chômage, le manque d'effectifs à l'ANPE, les formalités complexes et multiples, enfin les annonces racistes, pourtant interdites par la loi.

Quant au gouvernement, après avoir temporisé devant la mobilisation, il vient de montrer, en expulsant Ben Dhiaf, qu'à côté de la carotte (les 10 000 NF d'«aide au retour), il n'avait pas renoncé aux méthodes expéditives pour frapper les travailleurs immigrés qui se révoltent.

Aujourd'hui, avec le comité de soutien à Ben Dhiaf, il faut exiger l'annulation de la mesure d'expulsion et continuer la lutte pour que cessent les offres d'emploi racistes et discriminatoires !

Une manifestation était appelée à Grenoble par le comité de soutien à 15 h, place Notre-Dame.

**Les annonces racistes à l'ANPE**




## ANPE de Grenoble : 70 % d'annonces racistes

Sur les 900 offres d'emploi que l'ANPE de Grenoble propose aux 13 000 chômeurs de la ville, une centaine sont le fait de boîtes d'intérim et 70 % mentionnent *«européens (ou Français) seulement»*. Parfois cette mention n'est pas portée sur l'annonce mais le travailleur immigré se voit répondre : *«l'offre est pourvue»* ou encore *«vous avez le permis de conduire ? Non, alors c'est impossible»* ou bien *«vous ne correspondez pas au profil de l'emploi»*

Le directeur de l'agence s'efforce de nier cette réalité en estimant que les offres racistes ne sont que *«des incidents de parcours»*. Mais au procès de Ben Dhiaf, il ne craignait pas d'affirmer : *«Nous sommes en démocratie, et les employeurs sont bien libres de préciser qui ils veulent engager»*.

Rappelons qu'une loi de 1975 prévoit deux mois à deux ans de prison et une amende de 3 000 à 30 000 F en cas de refus discriminatoire d'embauche.

## Attentat au Larzac

***Quatre gradés du 159e régiment de chasseurs alpins ont lancé trois engins explosifs à 3 heures du matin, jeudi contre la ferme de Léon Maillet, paysan du Larzac. Celui-ci a sauté dans sa voiture et pris la jepp des militaires en chasse. Finalement un car de CRS les a bloqués et leur indentité a été relevée.***

***Léon Maillet a déposé plainte, restant insensible aux arguments du colonel qui lui a demandé de ne pas faire de bruit autour de cette affaire.***

## Kalkar : le Creys-Malville allemand

Le Comité Malville de la Duchère (Rhône) appelle à manifester à Kalkar (RFA) le 24 septembre.

A Kalkar, l'Allemagne du *«socialiste»* Schmidt, bâtit un surgénérateur du même type qu'à Malville, et présentant les mêmes dangers (excursion nucléaire, diffusion de plutonium, feux de sodium), les mêmes contraintes policières, et le même mépris des populations environnantes.

A Malville comme à Kalkar, les capitaux finançant ces projets sont européens (NERSA-EDF, ENELL-Italie, RWE-Allemagne).

La lutte doit aussi être internationale. D'ores et déjà, participent à l'appel à manifester le 24 septembre, les anti-nucléaires suisses, belges, hollandais, français, danois, italiens, allemands.

Le Comité Malville de la Duchère organise un car. Pour fixer les modalités de ce départ, il appel tous les Lyonnais intéressés à une réunion.

**Lundi 19 septembre à 20 h 30**
**au Centre culturel œcuménique de Villeurbanne**
**39 rue Georges Courteline**
**prendre contact avec lui au 35.15.29 le soir**
**Participation financière**
**CCP BENADIBA 661923 E LYON**
**avec la mention Kalkar**

## Centrale électro-solaire près de Marseille

Themis transformera les rayons du soleil en kilowatts électriques. Thémis est le nom de la future centrale solaire française dont Sourdille secrétaire d'État à la recherche a annoncé la création à l'occasion de son passage à Odeillo, où fonctionne déjà une centrale électro-solaire qui produit à peine de quoi alimenter une ampoule électrique. La future centrale pourrait voir le soleil près de Marseille. La décision sur la localisation sera prise dans quelques mois. Sourdille a également indiqué que les crédits destinés au solaire seraient accrus. Ils demeurent toutefois ridiculement petits par rapport à ceux qui sont affectés à l'énergie nucléaire.

Les ambitions actuelles du pouvoir se limitent à la construction d'une centrale de 2 mégawatts, projet qui parait bien mince auprès des 1 200 MW des centrales nucléaires et qui prêche dans le sens du recours au nucléaire et conforte les choix du gouvernement. Mais l'erreur, volontaire, consiste à vouloir produire de l'électricité en grosse quantité à partir de miroirs solaires. Il serait beaucoup plus rentable et intéressant d'utiliser l'énergie solaire comme source de chaleur.

## Projet de loi sur la pêche

Un projet de loi sur la pêche sera prochainement déposé sur le bureau de l'Assemblée, il a été présenté jeudi par d'Ornano.

Il prévoit plusieurs dispositions pour renforcer la protection des poissons : limitation du nombre de captures de certaines espèces et en particulier du saumon et de l'esturgeon, interdiction de la vente de certains poissons afin de réduire le nombre de prises.

La pêche en marchant dans l'eau devrait être également interdite.

Le projet prévoit en outre le contrôle sanitaire du repeuplement ; l'interdiction de l'introduction de certaines espèces et l'aménagement des barrages et des écluses pour permettre la circulation du poisson.

Ces mesures ne sont qu'un pis-aller entérinant la situation actuelle de dépeuplement des rivières. Ce dépeuplement n'est pas dû pour l'essentiel à un trop grand nombre de prises, mais bien à la pollution des rivières. Les poissons crèvent par tonnes à cause des déversements nocifs effectués par certaines entreprises pour se débarrasser de leurs déchets. Mais sur ce plan, l'action gouvernementale est beaucoup plus timorée.

**Le Quotidien du Peuple**
**Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19**
**Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718**
**Directeur de Publication : Y. Chevet**
**Imprimé par IPCC - Paris**
**Distribué par les NMPP**
**Commission Paritaire : 56 942**

# LUTTES OUVRIERES

## La France des licenciements

• **Cholet** : *«Des solutions sont recherchées»*, telle est la réponse faite par le ministère de l'Industrie à une délégation CGT-CFDT de l'entreprise SAC, de Cholet, venue demander le maintien de l'usine et des emplois. Cette fabrique de chaussures employait 240 personnes.

• **Vendée** : Le groupe SOCOMO, à Mortagnes sur Sèvres, a licencié cette semaine ses 90 salariés. L'entreprise est en liquidation judiciaire.

• **Rennes** : Les 370 ouvriers de l'entreprise Héloin-Lemarchand (bâtiment) ont débrayé, jeudi, pour protester contre le licenciement d'une centaine de travailleurs, qui ont tous entre dix et trente ans d'ancienneté.

• **Charentes** : 32 ouvriers licenciés à l'entreprise de travaux publics *«Société Nouvelle d'Entreprise Générale»*, à l'Isle d'Espagnac. Elle employait cent personnes.

• **Bordeaux** : Le 25 novembre, l'atelier de Bordeaux de la Société Marbot-Bata (chaussures) doit fermer. 57 licenciements s'en suivront. Les 900 employés du siège, qui se trouve à Neuvic, ont décidé de débrayer, pour apporter leur solidarité.

• **Paris** : Ce vendredi, le personnel de l'entreprise de matériaux de construction Morillon-Corvol, qui emploie 700 personnes dans la région de Paris, est en grève pour protester contre les 104 licenciements programmés par la direction.

## Opération «bassin mort»

En riposte au plan «Creusot-Loire» qui prévoit 145 licenciements supplémentaires d'ici la fin du mois, aux Aciéries et usines métallurgiques, la CGT et la CFDT ont décidé une opération *«bassin mort»*, le mercredi 21 septembre, à Decazeville, dans l'Aveyron, 150 licenciements étaient déjà prévus.

## Néogravure : contre 923 licenciements

Les imprimeurs du groupe Néogravure ont commencé à faire connaître largement les 923 licenciements qui les menacent, en diffusant des tracts communs à l'ensemble des imprimeries en cause. 647 travailleurs sont licenciés à Corbeil, 115 à Paris, 161 à Lille. En 11 ans, la Néogravure a liquidé la moitié de ses effectifs : 3 050 ouvriers ont dû partir. Néogravure est la plus grande imprimerie française ; avec le tirage de *Télé 7 jours, Match, Elle, Parents, La Vie Ouvrière, Marie-Claire, Le Chasseur Français...* C'est Hachette Paribas qui contrôle aujourd'hui la Néogravure. Le PDG d'Hachette, Monsieur Marchandise, s'est récemment félicité de la progression du chiffre d'affaires du groupe dans tous ses secteurs. Pourtant, la direction de la Néogravure parle de déficits.

## Vosges : marche sur Épinal

La CGT et la CFDT organisent ce samedi une *«marche sur Épinal»*. Neuf points de départs sont prévus, en voiture, en cars. Une manifestation doit se tenir en fin de journée. La situation des travailleurs est catastrophique dans les Vosges : depuis le début de l'année, trois cents emplois ont été supprimés, sans compter les 1 039 de Montefibre, et ceux de chez Boussac. Il y a 5 000 chômeurs totaux, autant de chômeurs partiels.

## 3 accidents du travail toutes les 10 secondes

La Caisse Nationale d'Assurance Maladie vient de publier son rapport annuel sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, pour l'année 1975. Malgré toutes les campagnes publicitaires sur la sécurité, les chiffres officiels ne révèlent aucune diminution des accidents. 113 124 en 1975. Parmi les maladies professionnelles qui se sont développées ces dernières années, le nombre de celles provoquées par le bruit, a plus que doublé depuis 68.

Furnon

*Furnon : pendant 3 mois, le refus de l'atelier annexe*

# REPRISE LUNDI... DANS L'ATELIER ANNEXE

Depuis cinq mois, les ouvrières syndiquées CGT de la fabrique de confection Furnon de Saint Christol-les-Alès dans le Gard, étaient en lutte pour imposer la reconnaissance de leur syndicat dans l'entreprise. Le patron les avait parquées dans un local «annexe», pour éviter que les «pestiférées» contaminent le reste du personnel.

Malgré l'accord signé par la CGT locale avec le patron, cet été, pour que les syndiquées reprennent le travail dans cet atelier, accord qui entérinait la ségrégation voulue par le patron, les ouvrières, après une brève expérience de travail dans ces conditions, refusaient obstinément de remettre les pieds dans ce bâtiment.

Pourtant, depuis plusieurs semaines, les responsables régionaux de la CGT faisaient de plus en plus de déclarations encouragant les filles de chez Furnon à reprendre le travail : Emile Grevoul, secrétaire régional de la CGT, déclarait sans ambage à Radio Monte-Carlo, début septembre : *«Il faut que les filles reprennent le travail dans l'atelier annexe, où elles pourront mener par la suite, une lutte syndicale»*. Cette perspective de la lutte à venir est cependant largement hypothéquée par ce qui s'est passé en juillet : après quatre jours de reprise du travail dans l'atelier annexe, Furnon avait licencié six syndiquées ! Furnon se serait engagée à les reprendre. On peut douter de tels engagements. Les filles sont persuadées qu'elles s'exposent de nouveau à des licenciements.

La CGT d'Alès déclare : *«Il faut enregistrer positivement cet acquis. Gérard Furnon, après avoir maintes fois proclamé qu'il n'accepterait pas de syndicat chez lui, devra dorénavant compter avec notre syndicat CGT. Nous n'abandonnons pas la lutte pour obtenir la réintégration dans l'atelier principal et donc l'application du jugement de la cour d'appel de Nîmes du 21 juillet dernier. Avec la CGT, nous avons choisi cette nouvelle forme de lutte pour poursuivre la bataille et pour que justice nous soit rendue»*.

Des mois de lutte, pour se retrouver dans la même situation qu'en juillet ? Il faut dire que jamais, la direction de la CGT n'a offert de perspective réellement différente de celle qu'elle a fini par imposer, la *«reprise de la lutte sous d'autres formes»*.

Dans une ville à mairie PC, il aura donc été possible qu'un PDG comme Furnon bafoue toutes les lois sur les syndicats, organise une manifestation d'extrême-droite. Certes, Furnon n'est pas l'exemple type du patron en général, mais ce n'est pas pour rien qu'il a reçu le soutien de Gingembre, président des PME, et celui du RPR. D'autres patrons, à Kodak ou à Charleville (Aciéries), font la même chose. A quelques mois des élections, l'affaire Furnon n'est certainement pas terminée.

**Monique CHÉRAN**

Textile synthétique

# LES PATRONS REFUSENT DE NÉGOCIER

La négociation sur les salaires dans le textile synthétique et artificiel n'a finalement pas eu lieu. Au dernier moment, les patrons l'ont annulée. Les syndicats ont appelé *«tous les travailleurs à réagir et à organiser l'action sous les formes appropriées afin de contraindre les patrons des textiles artificiels et synthétiques à négocier.»* Mais ces appels restent creux. La mobilisation prévue à Paris lors de la négociation de jeudi a rassemblé quelques dizaines de travailleurs, dont une délégation de Rhône-Poulenc venant de Péage-de-Roussillon. Ils ont été licenciés il y a un an. Depuis, l'occupation continue. Également, une délégation de Montefibre. De fait, cette journée d'action se solde par un échec. Il suffit de lire l'article de commentaires de l'Humanité de vendredi pour voir que ce que souhaitent les responsables de la CGT, c'est mettre une fois de plus en avant la nationalisation de Rhône-Poulenc. Un objectif peu mobilisateur contre les licenciements d'aujourd'hui. C'est en réalité l'attentisme qui domine, du côté des directions syndicales.

Bretagne

# 8 000 PRODUCTEURS DE LAIT MANIFESTENT

8 000 producteurs de lait ont manifesté vendredi, contre la taxe de co-responsabilité instituée par la CEE. 2 000 à Nantes, en Loire Atlantique 2 000 à Quimper dans le Finistère Sud, 4 000 à Vannes, dans le Morbihan.

A Nantes, une vingtaine de tracteurs ouvraient la marche. L'appel à manifester avait été lancé par la FDSEA de Loire Atlantique, dissidente de Debatisse, par Paysans Travailleurs, et par le MODEF. De nombreuses banderoles mettaient en cause à la fois le gouvernement et Debatisse, la direction de la FNSEA.

Cette taxe, c'est pour les petits paysans de la région, l'équivalent d'un mois de revenu, qui tombe dans la poche des industries laitières et des coopératives : «l'excédent» de beurre et de lait va ainsi trouver de nouveaux débouchés, se transformer en produits nouveaux. C'est à cela que va servir la taxe.

Les paysans ont envoyé à toutes les laiteries une lettre leur demandant de refuser de prélever la taxe. Comme ils s'y attendaient, la réponse a été négative. Des actions sont envisagées pour passer outre ce refus. Les Paysans Travailleurs proposent l'organisation des producteurs de lait en structures autonomes de défense, laiterie par laiterie.

La journée de vendredi n'était donc qu'un début.

PTT rue du Louvre

# Pas de tri pour les patrons

Lundi, la distribution du courrier dans le premier arrondissement de Paris risque d'être pertubée. Les conducteurs de petites voitures jaunes des postes seront en grève. La raison de leur colère : un changement d'horaires, qui les contraint à commencer le travail à 6 h 15 au lieu de 6 h 45. Ils feront le même nombre d'heures. Mais il y a un mais...

Ce qui a fait déborder le vase, ce n'est pas tellement l'avancée de l'heure du tavail. Pendant la demi-heure en question, les conducteurs devront s'occuper de tout autre chose que de leur voiture, puisqu'ils feront du tri «Cedex». En clair, ils travailleront pour les entreprises. C'est le bureau du Louvre qui inaugure cette nouvelle mesure qui doit s'étendre progressivement à l'ensemble des bureaux de Paris. La grève risque donc de se déplacer, en fonction de la mise en route de cette demi-heure «Cedex».

**Les facteurs sont d'autant plus révoltés qu'il manque, d'après les chiffres officiels eux-mêmes, près de 56 000 postes à pourvoir. Le plus fort, c'est que le budget les a prévu, mais qu'ils ne sont pas rentrés dans la vie. Aujourd'hui, ce qui favorise l'administration des postes, c'est tout ce qui facilite la collecte des profits par les patrons. Elle crée de nouvelles prestations, comme les colis postaux par avion, la distribution automatique, les services posatacex, c'est-à dire l'envoi de bandes magnétiques d'ordinateur. Autant de services que le simple usager n'utilise jamais.**

Par contre, pour le courrier habituel, rien n'est prévu. Le travail s'accumule sur les épaules des employés des postes. La direction envoie même des circulaires pour fixer les priorités dans le traitement du courrier. Ainsi, une circulaire du 19 juillet précisait : *«En cas de réception importante de mandats en provenance de Paris Chèques (Mutualité, Sécurité Sociale, etc...) Il convient de faire passer ce trafic en dernier».*

Pourtant la direction affiche de beaux principes : *«Le fait même d'une discrimination quelconque entre les divers objets qui sont confiés au service postal est contraire aux principes généraux qui sont à la base de l'organisation de tout service public».* Beaux principes, mais sans rapport avec la réalité.

**La révolte des conducteurs, même si la grève ne touche pour l'instant qu'un peu plus de 60 personnes, reflète bien le refus de plus en plus clair de l'organisation du travail qu'on leur impose. Mais cette grève risque de rester morcelée, rien n'étant prévu au niveau de l'ensemble des bureaux.**

Barre aux USA

# SOUTIEN NUANCÉ DE CARTER A LA MAJORITÉ

**● Lors du départ de Barre pour les États Unis, personne ne cachait qu'il s'agissait en grande partie, pour le premier ministre français, d'obtenir un certain soutien américain en vue des prochaines élections législatives.. Les déclarations faites par Carter à cette occasion montrent cependant une prudence plus grande de la nouvelle administration américaine dans la forme de ses interventions sur la politique intérieure des pays européens.**

*L'environnement américain du giscardisme moderne*

Au cas où le PCF participerait au gouvernement après mars 78, *«l'étroitesse et la qualité des liens entre les États Unis et la France sont telles que je ne pense pas que cela puisse changer»*, a affirmé le président américain. Donc, le gouvernement américain se gardera d'intervenir par la menace ouverte dans le processus électoral. Ce qui ne l'empêche pas de marquer ses préférences : *De toute façon, j'espère que les forces démocratiques prévaudront toujours en Europe. La forme démocratique de gouvernement est le principal obstacle au développement de l'influence communiste. Je suis sûr que les Français décideront en ce sens.»*

### UNE POSITION PLUS «SOUPLE»

Il y a un an, avant l'élection de Carter, Kissinger, ainsi que le général Haig, commandant en chef de l'OTAN, avaient au contraire multiplié les déclarations soulignant que les relations des Etats-Unis avec la France seraient forcément altérées par la participation de Marchais au gouvernement. Entre temps, depuis que la nouvelle administration US est installée, Rocard a fait pour le parti socialiste un voyage remarqué aux Etats-Unis. Les diplomates américains en France ont même pris contact assez ouvertement avec des responsables du PCF. Visiblement, les Etats-Unis se préparent aujourd'hui à toutes les éventualités, et tentent de définir une nouvelle tactique pour faire face à une situation politiquement incertaine. Barre lui même, devant la presse américaine, a d'ailleurs souligné avec la rigueur et la profondeur habituelle de ses propos, les problèmes auxquels la bourgeoisie française est confrontée : *«La situation dans mon pays est fluide. Jusqu'en mars la fluidité sera de plus en plus nette».*

### UN SOUTIEN DISCRET

Pour autant, le gouvernement français n'est pas fâché du réajustement tactique opéré par Washington : Barre s'est cru obligé de dire aux journalistes américains : *«Il n'est pas convenable pour le premier ministre de commenter dans un pays étranger, même ami, les problèmes intérieurs de la France.»* Déjà, au moment des déclarations grossières de Kissinger, Giscard avait dû protester : ce genre de pression est vraiment par trop impopulaire chez nous.

Ainsi donc, en attendant les multiples pressions que les Etats-Unis développeraient certainement en cas de victoire du programme commun, Carter va probablement demeurer discret. Tout au plus pourrait-il accepter de faire un voyage officiel en France, qui démontrerait que les USA ne jouent pas encore le gouvernement actuel perdu à 100 %. Rien n'est décidé toutefois sur ce point. D'autre part, il semble que Barre ait demandé au président américain que son administration mette un terme à ses contacts trop spectaculaires avec l'opposition en France.

## En bref...En bref...En bref...En bref...

### Les paris stupides

Sous le titre : *«Pourquoi le plan Barre doit réussir»*, le *Figaro* publie un long article d'Olivier Wormser, ancien gouverneur de la Banque de France. Pour lui, *«dans la mesure où une certaine rentabilité des entreprises a pu être reconstituée et où les sociétés nationales ont retrouvé l'équilibre, on peut dire que Raymond Barre a engagé le combat contre l'inflation sur le terrain où il fallait le mener».* Les hausses de prix que les travailleurs ont eues à supporter ces vacances et à la rentrée n'avaient pas donné l'impression que ce «combat» était si bien parti que ça. Non plus que les déclarations de Barre lui-même, qui a abandonné depuis longtemps l'objectif des 6,5% proclamé il y a un an. Si on rajoute que, pour monsieur Wormser, *«il n'est pas réaliste de demander»* à Raymond Barre *«d'éliminer le chômage en cours d'assainissement»*, on voit bien que tout est question de point de vue... de point de vue de classe.

### Lanterne rouge

Pierre-Christian Taittinger, giscardien, ancien vice-président du Sénat, devait s'attendre à figurer en tête de la liste des candidats de la «majorité» pour les élections sénatoriales de Paris. Mais Chirac ne l'a pas entendu de cette oreille : la place est revenue à de la Malène, son premier adjoint RPR. Sous prétexte qu'on ne pouvait pas mettre Taittinger en second, on l'a fait figurer à la huitième position, celle du dernier candidat qui sera élu : le *Figaro* appelle cela «une vedette américaine». Devant Taittinger, il n'y a sur la liste que des RPR, et Bourgine, membre de ce «Centre national des indépendants» que Chirac a ressuscité à l'occasion des élections de Paris. La bataille pour la mairie de Paris s'était ouverte, à l'origine, entre deux candidats de droite : Taittinger et de la Malène. Chirac fait bien sentir qui l'a gagnée.

### Ecologie et législatives

*«Le mouvement écologique ne doit pas se laisser récupérer par l'un des deux camps en présence. S.O.S. Environnement s'opposera à toute opération qui tendrait à faire des écologistes une annexe de l'Union de la gauche»* a déclaré J.C. Delarue, président de ce mouvement, qui a rappelé que les candidats de son groupe ne se désisteraient en aucune façon au deuxième tour. Sa position rejoint celle du collectif national du Mouvement Ecologique qui a décidé de ne donner aucune consigne de vote en faveur d'un candidat d'un parti politique, avant comme après le premier tour des élections.

### Des radicaux aux dents longues

Dans le Tarn et Garonne en dépit des accords et du «Programme commun», les radicaux de gauche, qui se sont taillés un petit fief, n'entendent pas même laisser de miettes à leurs alliés. *«Leur appétit est tel,* déclare Louis Delmas, maire socialiste de Montauban, *qu'ils ont refusé la constitution d'une liste commune : ils veulent conserver les deux sièges sénatoriaux sans perdre leurs sièges de députés».* L'irritation est montée à son comble depuis que les socialistes ont appris la candidature, aux prochaines législatives, de Jean Michel Baylet, qui succéderait à l'actuel député radical de gauche, Antonin Ver, lequel ne se représente pas. La hargne des socialistes vient de ce que le nouveau venu pourrait bien recevoir l'investiture de Mitterrand. Il est vrai que Jean Michel Baylet est le fils de sa maman, Evelyne Baylet, présidente du Conseil général de Tarn et Garonne, et surtout directeur du quotidien régional, la toute présente *Dépêche du Midi*, propriété de la famille. Une bonne recommandation.

*Suite de la une*

**Il est clair en effet que, d'ici à mars 78, les partenaires de l'union de la gauche sont encore condamnés à s'entendre : pour le PCF, l'accès au gouvernement est la condition pour entamer une colonisation de l'appareil d'État nécessaire à la poursuite ultérieure de son projet global ; le parti socialiste, de son côté, ayant reconstitué sa force dans le cadre de l'union de la gauche, ne peut prendre le risque, vis-à-vis de son électorat et dans ses propres rangs, d'assumer la responsabilité d'une cassure ; quant aux radicaux de gauche, qui ont trouvé un moyen de faire parler d'eux, leur seule chance de s'assurer une présence parlementaire un peu consistante est d'obtenir que le PS la leur concède. Quand trois partenaires ont les uns et les autres des raisons aussi puissantes de s'entendre, il serait surprenant qu'ils n'y parviennent pas en fin de compte.**

**Pourtant, les évènements de cette semaine démontrent la fragilité profonde de l'unité qui se reconstituera probablement. Alors que les partis du programme commun ne sont pas encore au gouvernement, chacun cherche de son côté à s'assurer le maximum de gages pour garantir la réalisation de son projet politique, parce que ce projet est contradictoire avec un autre, présent dans la même coalition. Fabre et Mitterrand, chacun à leur manière, veulent limiter au maximum les nationalisations et Marchais cherche à les étendre autant qu'il le peut. Qu'en serait-il si demain ils parvenaient au gouvernement ? Nécessairement, ces projets en viendraient à se heurter de manière encore plus directe.**

**Alors, à quoi bon cette alliance, présentée depuis quinze ans par le PCF aux travailleurs comme la seule issue possible ? D'un côté, il est clair que PS et radicaux de gauche entendent ne rien changer, *«ne pas changer de société»*, dit Fabre, qui proclame même ouvertement, après que Mitterrand l'ait reconnue indirectement devant Barre à la télévision, la nécessité de poursuivre l'actuelle politique d'austérité. Le PCF, de son côté, a une solide raison de ne pas envisager autrement son arrivée au pouvoir qu'en alliance avec ses partenaires : son projet de capitalisme d'État lui interdit de s'appuyer sur le mouvement et les aspirations profondes des masses, et le contraint à rechercher des détours tactiques du côté de la bourgeoisie déjà en place.**

**Pourtant, ce mouvement, ces aspirations, existent ; elles portent la classe ouvrière, non vers l'aménagement de la situation actuelle, non vers le remplacement des anciens exploiteurs par des nouveaux, mais vers une authentique société socialiste. A l'heure où le programme commun fait, avant même d'être appliqué, la preuve de sa faiblesse nous entendons œuvrer pour concentrer cette aspiration dans un projet révolutionnaire cohérent et construire le parti qui sera son instrument.**

**Ce n'est pas le programme commun, c'est le socialisme qui est crédible !**

**Jean LERMET**

**PASSEZ VOS COMMANDES 8 F + 2 F DE PORT**


## *Polémique au sein de l'union de la gauche : le compromis se prépare*

# • LE PCF VEUT ACCÉDER AU GOUVERNEMENT

### *L'union de la gauche lui est indispensable*

**●Les responsables des cellules des 43 entreprises directement reliées au Comité Central du PCF, devaient se réunir samedi à Ivry, en présence de Colpin, membre du bureau politique. Le motif de cette réunion était l'examen de la diffusion de L'*Humanité*. En fait, l'ensemble des questions qui se posent au PCF après l'échec du sommet de mercredi ont été abordées. Ces 43 entreprises sont en effet les *«entreprises tests»* sur lesquelles le PCF examine l'impact de sa propagande et les moyens de mieux la faire passer.**

Les questions que se posent les travailleurs sont en effet nombreuses, depuis la polémique, et plus encore depuis *«le coup de Fabre»*. Le PCF tente déjà d'y répondre par des diffusions massives de la déclaration de son bureau politique, selon une tactique maintenant connue : pour cacher ses véritables intentions, il faut crier très haut et très fort, et essayer de détourner l'attention. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Commencée au début du mois d'août à propos de la défense nationale, la polémique a cheminé successivement par la question de la hiérarchie des salaires, puis par les nationalisations, et enfin elle est arrivée sur le terrain des *«mesures sociales»*, SMIC, allocations familiales, retraites, etc. Pendant tout ce temps, le PCF a fait preuve d'une lourdeur démagogique peu commune : ainsi, Marchais à la fête de l'Humanité, demandant aux participants s'ils préféraient le SMIC à 2 200 F ou 2 400 F ; la préférence des spectateurs et des travailleurs en général, pour la deuxième solution, lui permettant de dire : *«Les travailleurs sont avec nous, la preuve»* !

Cette démagogie n'est au fond pas nouvelle : entendre Kanaga vanter les mérites de l'indépendance nationale par la défense tous azimuts, quand on connait le soutien apporté à la politique de *«détente»* chère à Brejnev, c'est de la démagogie.

Entendre Marchais crier bien haut que le but du PCF est de laisser aux travailleurs *«le temps de vivre»*, quand on sait la «bataille de la production» qu'il n'hésiterait pas à lancer, c'est aussi de la démagogie. Le fait que le PCF insiste tellement auprès de ses partenaires pour que les représentants des travailleurs aux conseils d'administration soient désignés sur des listes syndicales, doit aussi nous mettre la puce à l'oreille : la direction du PCF sur la CGT n'est évidemment pas étrangère à ce vœu. Démagogie donc que ces grands mots sur la *«décision des masses»*.

En fait, ces promesses démagogiques n'offrent aucune garantie, et ne sont là que pour faire passer le reste. Elles ne sont là que parce que les nationalisations, la répartition des postes ministériels, qui sont la vraie préoccupation du PCF, ne sont pas des sujets suffisamment enthousiasmants pour les travailleurs, et ne pourraient constituer à elles seules les sujets de polémiques avec le PS.

Hormis ce qui est une manœuvre tactique, au moment où la gauche renégocie son programme commun, il reste le fond.

Les divergences entre les projets du PCF et du PS sont totales, nous l'avons maintes fois répété. Entre l'assainissement du système capitaliste d'aujourd'hui, ce que veut Mitterrand, et le passage à une économie reposant essentiellement sur le secteur d'État, s'appuyant en partie sur de nouvelles couches bourgeoises qui aspirent à avoir les mains libres, il y a incompatibilité. Si le PCF a tant prêché et prêche toujours pour l'union de la gauche, c'est parce que cette unité est pour lui le seul moyen d'accéder au gouvernement. Et cette accession au gouvernement est le seul moyen qu'il a de pouvoir mettre en place suffisamment d'éléments lui permettant par la pénétration de pans entiers de l'administration, d'envisager une nouvelle phase pour la mise en œuvre de son projet capitaliste d'État. C'est cela qui fonde principalement la tactique et l'attitude du PCF aujourd'hui.

**Qu'est-ce qui se négocie aujourd'hui à gauche ?**

Chacun a fourni ses positions, toutes *«irréductibles»*. Et pourtant Marchais commence à entrouvrir la porte ; le communiqué du BP du PCF publié dans l'*Humanité* de samedi, indique que *«tout est négociable»*. Les formules de compromis et de repli sont déjà prêts. Le programme de 72 était un bon programme pour le PCF, dans la mesure où déjà étaient inscrites des nationalisations, la gestion démocratique, etc. Surtout, le programme de 72 était un bon programme pour le PCF du fait même de son existence, et donc de sa crédibilité. La renégociation peut certes permettre d'avoir un peu plus, d'aller un peu plus loin. Mais la question pour le PCF n'est pas tant de savoir quel sera le volume des nationalisations par exemple, que de savoir quels leviers pourront prendre en main les gens du PCF dans l'éventualité d'une victoire de la gauche bien sûr. Des concessions seront faites ; le PCF en fera un certain nombre, certaines importantes, ce sera d'ailleurs une pilule difficile à faire passer dans ses rangs. Mais l'union passe avant tout. C'est elle qui détermine la crédibilité du programme commun, c'est elle qui peut permettre la victoire de la gauche et c'est elle qui peut permettre au PCF d'être demain au gouvernement, d'avoir quelques portefeuilles, d'avoir quelques directeurs de grandes entreprises, d'avoir les coudées plus franches dans les municipalités, d'introduire de hauts fonctionnaires, de donner plus de possibilités aux militants du PCF dans la CGT etc.. C'est bien de cela que cherche à discuter, en petit comité, Marchais : quels seront nos ministères, et quelles garanties avons-nous d'en avoir ?

L'unité est donc à la fois une force et une faiblesse pour le parti révisionniste. Force, en ce sens qu'elle lui permet d'accéder au pouvoir, étape indispensable de son projet. Faiblesse, en ce sens qu'il est dépendant d'un PS électoralement plus fort, et bénéficiant d'une image plus favorable de la part de la bourgeoisie actuelle. Toute la propagande actuelle du PCF est fonction de cela ; il lui faut à la fois créer un écran de démagogie pour masquer son véritable projet, renforcer l'union de la gauche pour accéder au gouvernement, et garder suffisamment de distance avec ses partenaires, afin de préserver ses cartes pour l'avenir.

*A la porte d'une entreprise, les militants du PCF tentent de mobiliser les travailleurs sur la renégociation du programme commun. Mais il est nécessaire pour lui d'en passer par l'unité avec le PS....*

**Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque**





# • LE PROBLÈME DU PS : COMMENT NE PAS SE LIER LES MAINS

***●«Nous avons convoqué notre comité directeur, notre instance nationale et qualifiée pour le 19 septembre, afin de prendre les décisions qu'impose une situation que nous déplorons hautement».* En prononçant ces paroles, jeudi matin, Mitterrand signifiait au PCF qu'il ne se rendrait pas pour l'instant à son invitation pour des négociations bi-parties, comme il signifiait aux radicaux de gauche que leur manœuvre le mettait dans une situation délicate.**

Le comité directeur qui se réunit donc lundi ne va pas se contenter de définir une tactique pour accélérer une désescalade déjà bien engagée. Très probablement, l'évènement de mercredi va susciter un débat politique plus général sur les positions du parti socialiste, sa conception de l'Union de la gauche et ses conséquences en cas de victoire en 78.

Fabre a quitté la salle pour dénoncer la trop grande fermeté du PCF sur les nationalisations. Mitterrand aurait pu en faire autant, car leurs positions se rejoignent quant au fond sur cette question comme sur beaucoup d'autres : les nationalisations voulues par le PS n'ont pour seul but que de régulariser le marché économique, pour éviter l'anarchie trop grande à ses yeux du fonctionnement actuel du capitalisme. Pas plus que le MRG, les socialistes ne veulent d'une extension des nationalisations, qui ferait une part trop grande au secteur d'État. Ces conceptions en matière d'économie trouvent fidèlement leur reflet sur le terrain politique ; comme Fabre, Mitterrand n'exclut pas, et envisage même à terme, une alliance avec ce que la droite a de réformiste : les centristes et les giscardiens. Les souhaits réitérés de Mitterrand, il y a un peu moins d'un an, pour que le plan Barre réussisse, en sont une des nombreuses preuves. La différence entre PS et MRG est donc moins dans les positions de fond que dans la place qu'occupe chaque parti sur l'échiquier politique de la bourgeoisie aujourd'hui. Et c'est bien de cela qu'il sera question au comité directeur de lundi.

Parti dominant de l'Union de la gauche, parti électoralement plus fort de France, le PS est aussi le carrefour de multiples militants et adhérents aux options fort différentes. Près de 25 % des membres du PS sont au CERES, sur la lancée des *«Assises»* de 74, des travailleurs, principalement des syndicalistes CFDT, l'ont rejoint, des vieux politiciens de la SFIO en mal de pouvoir continuent à y jouer un rôle, des nostalgiques de la troisième force, des économistes et des gestionnaires en mal d'initiatives, etc. Il faut pour Mitterrand tenir compte de l'ensemble de ces données, comme il lui faut, c'est le principal, jouer jusqu'au bout son rôle de chef de la gauche, éventuel futur premier ministre... et aussi garant auprès d'une certaine fraction de la bourgeoisie de ses intérêts. Que Mitterrand se permette un coup d'éclat comme celui de Fabre, et une partie de ses militants risquent de renâcler ouvertement. Que Mitterrand transige trop avec le PCF, et une partie de son électorat l'abandonnera, ne le considérant plus comme un rempart suffisamment sûr face aux prétentions de Marchais.

C'est dans cette marge de manœuvre étroite que se meut Mitterrand. Une marge de manœuvre suffisamment étroite pour que le PS perde des plumes quand ses partenaires ont l'initiative : l'exemple de Thionville montre que des socialistes rejoignent le PCF sur la base de la propagande démagogique de Marchais, et contre la *«modération»* dont fait preuve leur ancien parti.

Pour cheminer dans cette voie étroite, le PS a choisi la tactique des mains libres. L'accession au pouvoir du PS, se présentant isolément devant les électeurs, reste problématique, même si des sondages commencent à l'insinuer.

Plus profondément, le succès des mesures économiques préconisées par les économistes du PS passe par la réalisation d'un certain consensus social. Pour toutes ses raisons, il vaut mieux pour Mitterrand avoir au départ le PCF de son côté, et c'est pour cela qu'il cherche tant l'Union de la gauche. Le prix qu'il doit payer pour cette union lui est donc nécessaire aujourd'hui, c'est celui du programme commun, un programme que Marchais s'efforce de faire le plus contraignant possible, telle est bien la question.

Lors de sa campagne électorale de 1974, Mitterrand avait pris quelques libertés avec le programme commun. Il voudrait bien pouvoir en faire autant aujourd'hui, par exemple en ne fixant pas de calendrier précis pour l'application des mesures envisagées, par exemple en ne prenant pas d'engagements sur la composition du gouvernement. C'est le sens de la proposition de référendum au sujet de la force de frappe : si les *«grandes questions»* sont réglées par référendum, pas besoin de les inscrire dans un programme ! Et un référendum, ça peut se manier facilement. C'est aussi le sens de l'attitude *«présidentialiste»* de Mitterrand, qui voudrait bien apparaître comme *«au dessus des partis»*, quelque peu détaché des problèmes tactiques au jour le jour.

La scène du PS après le claquement de porte de Fabre n'est donc pas feinte. Certes, il est d'accord avec le motif invoqué par Fabre, mais tout ce qui l'oblige aujourd'hui à préciser ses positions, prendre parti ou approfondir un tant soit peu sa ligne politique va dans le sens d'une contrainte préjudiciable pour ses intérêts à terme. La vraie politique de Mitterrand, ce n'est pas maintenant qu'il entend la mener et la définir, mais une fois au pouvoir, comme premier ministre, avec Giscard comme président.

## Robert Fabre à la une

Après le «coup d'éclat» de Robert Fabre, *Le Matin* publie aujourd'hui un sondage sur l'appréciation portée par les électeurs des diverses tendances (PS, PCF, majorité) sur le geste des radicaux de gauche.

Avec des résultats annoncés en gros titre à la «Une», Fabre a-t-il eu raison ? Oui : 47%, non : 23%. Avez-vous une meilleure opinion des radicaux de gauche : oui : 38%, non : 21%. *Le Matin*, dont les liens avec le PS ne sont plus à démontrer, affiche clairement sa sympathie pour l'attitude du leader du MRG. Cela est d'autant plus net que le détail du sondage montre que l'électorat de gauche est divisé sur le jugement qu'il faut porter sur ce fait précis, en particulier chez les socialistes. La question la plus intéressante et la plus révélatrice à ce sujet est sans doute celle qui porte sur le motif de l'éclat des radicaux : à la question : *«Les radicaux de gauche demandent que soit supprimée du programme commun la phrase prévoyant qu'une entreprise pouvait être nationalisée à la demande des salariés. Pensez-vous qu'ils ont raison ou tort ?»* 50% des personnes interrogées répondent qu'ils ont eu raison. Cela représente 11% de l'électorat du PCF, contre 71% de celui de la majorité et, fait plus significatif, 44% de celui du PS. C'est dire que Robert Fabre a fait très haut ce que beaucoup de socialistes —presque la moitié d'entre eux— souhaitaient tout bas, et que le débat sur les nationalisations, s'il n'est pas terminé, ne trouvera aucune manière de solution définitive dans la mesure où beaucoup de socialistes, à l'image du MRG, souhaiteraient voir gommer la petite phrase en question.

## Fiternam s'entremet

A l'issue du débat télévisé qui les a opposés jeudi soir, Robert Fabre a demandé à Georges Marchais de lui envoyer ses «émissaires». C'est Fiterman qui a sur le champ été désigné pour jouer ce rôle et examiner les conditions de reprise des négociations avec les Radicaux de gauche.

## Servan-Schreiber attend Mitterrand

«J'attends de François Mitterrand qu'il ne plie pas devant les exigences du Parti Communiste a déclaré vendredi à Toulon JJSS. J'attends au moins la semaine prochaine, vous attendrez avec moi ce que les évènements vont nous apporter comme réponse. Nous ne ferons aucune prédiction, ce serait tout à fait enfantin. Nous allons suivre de jour en jour comment les responsables politiques dont beaucoup sont des amis et qui sont animés par des idéaux tout à fait respectables, vont réagir devant l'interpellation historique qui les saisit». Attendre pour voir venir, c'est bien tout ce que Servan-Schreiber peut faire.

## Marcellin fait des appels du pied au MRG

Ancien ministre de l'intérieur, aujourd'hui ardent défenseur des classes moyennes, Raymond Marcellin, évoque dans le *Figaro* de samedi l'action de Fabre et du MRG. Après avoir évoqué le dépérissement du radicalisme et la tactique du PS de «verrouiller» toute remontée du Mouvement des radicaux de gauche», Marcellin se félicite de l'action de Fabre, et se met à penser «qu'un MRG autonome dans l'opposition, défenseur des classes moyennes, de la petite propriété, de la neutralité politique dans les services publics et les entreprises privées, promoteur de l'ordre républicain et de ses principes, constituerait à gauche un solide rempart contre l'aventure socialo-communiste». La fin de la déclaration de Marcellin, précise bien les espoirs que les partisans d'une troisième solution, de type centriste, espèrent des radicaux : «rarement le chef d'un petit parti charnière a vu s'abattre sur lui une aussi écrasante majorité. En chosissant, Robert Fabre prépare, pour le meilleur ou pour le pire, non seulement son propre avenir, mais aussi celui du peuple français». Des appels du pied qui sont surtout destinés à prendre date pour l'avenir...

# INTERNATIONAL

## Allemagne : recours à l'armée possible ?

Schmidt a dû annuler la visite officielle qu'il devait faire en Pologne vendredi, les négociations secrètes avec les ravisseurs de Schleyer étant toujours dans l'impasse. Il semble en tout cas qu'ils n'aient toujours pas mis à exécution leur menace d'exécuter le chef du patronat allemand après le dernier ultimatum. En effet, en même temps que le dernier message, l'avocat Denis Payot aurait reçu un film vidéo où l'on voit Schleyer lisant des journaux récents.

Il a été question, au cours des débats parlementaires et des discussions du cabinet de crise, d'une participation directe de l'armée au quadrillage du pays qu'effectue actuellement la police. Le gouvernement a démenti ce bruit, cette mesure n'étant pas pour le moment nécessaire. Mais le principe n'en est désormais pas exclu.

## Moyen-Orient : pas d'accord sur le «règlement»

A l'occasion du voyage de Dayan, ministre des Affaires Étrangères israéliennes aux États Unis, la discussion sur la conférence de Genève reprend : le département d'État U.S. déclare qu'il est prêt à accepter une présence palestinienne dans une délégation arabe unie, sans préciser si cette présence serait celle de l'OLP ou non. Mais l'équipe israélienne refuse toujours cette présence palestinienne. Dayan a déclaré qu'il n'y aura *«pas de négociations avec l'OLP, pas de négociations avec une délégation arabe unie dont les Palestiniens feraient partie»*.

La Conférence de Genève semble loin. Aucune partie n'est d'accord avec l'autre sur les participants, ni sur les plans de règlement proposés : les USA et Israël ne s'entendent pas, l'URSS insiste sur la représentation de l'OLP et accuse les Américains d'intervenir *«seulement en paroles pour la convocation de la Conférence de Genève»*, la Syrie durcit sa position par la voix d'Assad : *«Aucun pouce du territoire arabe ne doit demeureur sous occupation israélienne et aucun citoyen arabe, qu'il soit ou non Palestinien, ne doit être dépossédé de sa terre ou de son pays»*. Pour sa part, l'OLP réaffirme sa position par la voix d'Abou Lotf : *«Nous poursuivrons et développerons notre lutte armée tant que nos droits nationaux ne seront pas reconnus»*.

## Irlande : arrestation d'un responsable patriote

Le Comité Irlande dénonce dans un communiqué, l'arrestation de John Mc Nulty, secrétaire général de People's Democracy, une organisation patriotique.

*«Il a été arrêté le 5 juillet 1977, à Belfast... inculpé de «possession de documents pouvant être de l'assistance au terrorisme», en une période imprécise entre janvier 1976 et mars 1977... Or la police a affirmé que ces documents avaient déjà été trouvés chez un autre membre de People's Democracy, inculpé pour ce fait.*

*»Le cas n'est pas unique... La visite d'Elizabeth II en Irlande du Nord a été l'occasion de centaines d'arrestations».*

Italie

# LE PCI RENIE OFFICIELLEMENT LE MARXISME-LÉNINISME

Lombardo Radice, membre du Comité Central du PCI a déclaré dans une interview à la *Stampa* que le parti de Berlinguer abandonnerait officiellement la référence au marxisme-léninisme : *«Le terme «marxiste-léniniste» a disparu du vocabulaire du parti de manière naturelle comme le terme de dictature du prolétariat»*. Il s'agit de résoudre le problème que posait la contradiction entre l'article 5 des statuts du PCI qui maintenait une référence formelle au marxisme-léninisme, tandis que l'article 2 garantissait la liberté des convictions philosophiques et religieuses !

Lombardo Radice répondait ainsi à une attaque du magazine jésuite *Civilisation catholique* qui affirmait que marxisme et christianisme sont incompatibles. Dans un pays où l'Eglise joue un rôle si important pour soutenir le parti confessionnel au pouvoir, la démocratie chrétienne, il est évident que le PCI doit renier ouvertement toute référence au marxisme pour arriver au pouvoir. D'autant plus que sa stratégie est celle du «compromis historique» : soutien à la démocratie chrétienne actuellement, en vue d'un partage du pouvoir. Les gestes spectaculaires en direction de l'Eglise n'ont pas manqué : c'est ainsi que le maire révisionniste de Rome a rencontré le pape et a assisté aux messes du Vatican. Mais ce reniement total du marxisme ne vise pas simplement à rassurer la démocratie-chrétienne ; le PCI veut également grignoter la base de la D.C. et rallier des catholiques encore plus largement : déjà aux dernières élections, il mettait en avant des candidats catholiques.

*La campagne électorale du PCI*

Ce reniement officiel du marxisme, comme celui de la dictature du prolétariat, ne fait, bien sûr, que consacrer un état de fait. Mais cela ne fait pas pour autant du PCI un parti bourgeois social-démocrate. Par ses liens avec l'URSS, par son projet politique, par son emprise sur la classe ouvrière, c'est un parti révisionniste qui, par-delà son alliance avec la D.C. n'entend pas gérer simplement les intérêts de la bourgeoisie, mais s'installer aux leviers de commande pour développer à son profit un capitalisme d'Etat.

J-P C.

## En bref...En bref...

### Norvège

***Aux dernières nouvelles, les voix ayant été encore recomptées le gouvernement travailliste garderait le pouvoir, avec seulement une voix de majorité.***

### Portugal

***Les travailleurs de l'hotellerie ont observé une grève de quatre heures vendredi pour leurs revendications salariales : ils exigent le renouvellement des conventions collectives***

### Zimbabwe

***Une religieuse catholique américaine, membre de la Commission «Justice et Paix» qui a enquêté sur les crimes de l'armée raciste de Rhodésie, a été arrêtée vendredi. Les racistes lui reprochent d'avoir manifesté sa solidarité et son admiration envers les combattants du Front Patriotique.***

### Vietnam-Laos

***Un traité d'amitié entre le Vietnam et le Laos et un traité portant sur la frontière entre les deux pays ont été ratifiés par l'Assemblée nationale vietnamienne.***

### Pakistan

***Le général Zia-Ul-Haq a annoncé la fin de l'état d'urgence au Pakistan. Les dirigeants des partis politiques emprisonnés doivent être libérés et la campagne pour les élections d'octobre a été déclarée ouverte.***

### Corée du Sud

***Les États-Unis vont livrer 48 hélicoptères du type UH I H et 15 véhicules à chenilles à la Corée du Sud. Les USA ont décidé de renforcer ainsi le potentiel militaire de la Corée du Sud. Quarante avions avaient déjà été livrés au mois d'août.***

### Australie

***L'attaché militaire de l'ambassade de l'Inde a été grièvement blessé au cours d'un attentat.***

### Mexique

***23 attentats à la bombe ont eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi. Dix-sept autres bombes auraient été retrouvés avant qu'elles n'explosent. 10 000 policiers ont été mis en état d'alerte.***

Course aux armements

# SURENCHÈRE AMÉRICAINE

Harold Brown, le secrétaire d'Etat américain à la défense vient d'annoncer une augmentation de 3 % par an des dépenses militaires américaines en mettant en avant l'effort militaire considérable de l'URSS. Brown a notamment déclaré : *«A l'heure actuelle, les soviétiques déploient leur quatrième génération d'engins intercontinentaux au rythme de 100 à 150 par an... Dans le même temps, ils continuent de mettre au point le SS 16 et sont en train de modifier quatre autres types de missiles... Nous allons augmenter nos forces autant que nécessaire. Nous ne serons pas désarmés.»* On se souvient qu'il y a un an, Carter faisait campagne sur le désarmement, Aujourd'hui le débat interne aux milieux dirigeants américains sur la politique de défense semble tranché : on va vers une accélération de la course aux armements.

Brown a ajouté que les alliés des USA devraient s'engager au même effort de guerre. C'est ce qu'a bien fait sentir le secrétaire général de l'OTAN, Luns dans une lettre au gouvernement britannique. Luns critique les projets de réduction du budget de la défense de la Grande-Bretagne pour les années à venir : *«L'OTAN, qui fait face à une menace accrue ne peut admettre aucune diminution de l'effort de défense de ses membres.»*

Cette surenchère des superpuissances dans la courses aux armements intervient alors que les négociations SALT sur la limitation des armements stratégiques doivent reprendre entre Vance et Gromyko le 22 septembre.

J.P.C.

### OTAN

***Selon le commandant en chef de l'OTAN, il lui serait possible de connaître avec huit à quinze jours d'avance la date d'une attaque soviétique. Cela remet en cause les éventualités d'une attaque-surprise.***

la CEE fait son bilan

# AUSTÉRITÉ JUSQU'EN 80 ET AU-DELÀ

**● La Commission Européenne, organisme regroupant des représentants désignés par les gouvernements de chaque pays membre de la C.E.E., a tiré le bilan de la situation économique européenne. Il est simple : la relance ne se dessine pas, le chômage va durer jusqu'en 80 et au-delà. Les difficultés économiques des différents pays impérialistes sont durables, l'austérité par laquelle ils prétendent les combattre, l'est aussi.**

### HUIT MILLIONS DE CHÔMEURS EN 1980

Le chômage d'abord : il est actuellement, en moyenne, de 5,4 % pour la CEE, sur un total de 5,7 millions. Pour certains pays comme l'Irlande, il avoisine les 20 %. L'Allemagne, présentée comme *«la locomotive»* de l'économie européenne par Carter, lors du sommet de Londres, a vu croître leur nombre, jusqu'à dépasser le million.

Selon les prévisions de la commission, ces chiffres augmenteront significativement jusqu'en 1980. Officiellement, aucune prévision chiffrée n'est avancée, mais les indiscrétions des experts indiquent qu'ils envisagent que le nombre total des chômeurs dans la CEE atteindra à cette date les huit millions.

A moins qu'il n'y ait une relance, dont tout indique qu'elle n'est pas prévisible.

### PAS DE HAUSSE DE SALAIRES

*«Le soutien à la consommation (envisagée comme l'une des mesures en faveur de la reprise) ne peut se concevoir à travers une politique d'expansion des salaires, trop forte»* affirme dans ses conclusions la commission. *«Il conviendra plutôt de faire appel à des mesures de dégrèvement fiscal.»*

La solution envisagée est donc le blocage des salaires, comme il est pratiqué en France, en Angleterre et en Allemagne. On en connait les conséquences en France. En Angleterre, en deux ans de politique de contrat social, les travailleurs ont vu leur pouvoir d'achat diminuer de 25 % et plus. Cette politique appliquée par le pacte social, ou à l'aide des matraques des policiers n'a donné que des résultats limités, bien en deça des modestes prévisions des économistes européens. Au lieu des 4 % de croissance annuelle de la production, celle-ci n'atteindra que 3 %. Le chiffre de 4 % ne pourrait être atteint que vers 1980. Le blocage des salaires, l'augmentation du chômage sont les seules perspectives ouvertes pour plusieurs années.

### L'HÉRITAGE DES VAINQUEURS DE 1978

Crise européenne durable, et donc difficultés économiques de l'impérialisme français durables car toutes possibilités de relance de sa part est largement dépendante des conditions existant en Europe, au sein de la CEE. Par avance, le rapport de la CEE donne l'un des résultats certains des élections législatives de 1978 : le vainqueur des élections devra gérer les difficultés économiques de l'impérialisme français, dans le cadre ou dans un cadre finalement assez proche de celui défini par le rapport de la commission de la CEE, car la bourgeoisie ne peut envisager aucune issue prévisible à court terme.

**Grégoire CARRAT**

# Carnet de voyage en Somalie

## «Une guerre permanente»

**par Jean-Paul GAY**

*«Ce que vous avez vu ici montre quelles sont nos préocupation. Nous faisons une guerre permanente. C'est la guerre contre la misère, la pauvreté et l'obscurantisme».* Ces paroles d'un cadre du régime somalien, avant notre départ, faisaient référence à ces images que nous avions pu saisir de la réalité d'un pays en plein bouleversement, de la sédentarisation des nomades à la liquidation d'une *«tour de Babel linguistique»* où seuls ceux qui parlaient anglais en italien avaient le pouvoir.

Depuis le conflit précédent entre l'Ethiopie et la Somalie, au sujet de l'Ogaden, l'URSS avait tenté d'imposer peu à peu sa présence en Somalie. 13 ans plus tard, dans le nouveau conflit de l'Ogaden, l'URSS semble décidé à jouer la «carte» éthiopienne. Ces calculs soviétiques ne sont pas la seule explication de *«refroidissement»* des relations URSS - Somalie ; il y a une autre donnée : la volonté d'indépendance somalienne. Les observateurs occidentaux qui réduisaient la Somalie à une *«colonie soviétique»*, n'ont pas voulu le prendre en considération. Pourtant, aujourd'hui, la volonté grandissante d'indépendance dans le Tiers-Monde, le poids acquis par celui-ci, font qu'un pays du continent qui échappe à la domination occidentale n'est pas aussitôt voué à une véritable colonisation soviétique.

Les relations nouées avec les pays de la Ligue arabe pour s'opposer à la domination des grandes puissances sur la mer Rouge, ou les liens solides établis avec des pays engagés comme le

*Syad Barre avec Samora Machel, lors de la proclamation d'indépendance du Mozambique.*

Mozambique, dans l'édification d'une société indépendante, sont certainement significatifs des préoccupations actuelles en Somalie. Et la construction à Mogadiscio d'une université de l'est-africain qui accueillerait des milliers d'étudiants de cette partie de l'Afrique, est un symbole de cette volonté commune d'indépendance.

Pays vivant depuis des millénaires au rythme de la transhumance des troupeaux, pays que les ravages causés par la domination coloniale puis néo-coloniale, firent désigner jusqu'à une date récente comme le *«creuset des aumônes»*, la Somalie s'est engagée, nous l'avons vu, grâce à d'incontestables efforts, sur une voie de développement indépendant. Toutefois tout, une partie des forces sociales qui soutiennent le régime et se réclament de ce développement ne l'envisagent sans doute que sous la forme d'un développement du capitalisme, à la faveur de l'accroissement des formes productives sous l'impulsion du secteur étatique. L'intervention directe des masses populaires somaliennes dans la gestion du pays, la maîtrise par elles du processus de développement du pays, seraient cependant la meilleure garantie d'approfondissement de l'indépendance.

Mais, les références constantes à *«compter sur soi»*, à pratiquer, par la mobilisation des énergies, *«l'auto-assistance»* pour parvenir à *l'auto-suffisance»*, les appels constants à la mobilisation du peuple sont autant de thèmes dont les masses populaires somaliennes pourront s'emparer pour imposer un développement du pays répondant totalement à leurs intérêts.

**FIN**

## Zimbabwe : les contre-propositions du Front Patriotique

Les contre-propositions du Front Patriotique répondent à celles du plan anglo-américain, proposé par Owen et Young. Elles prévoient :

- le démantèlement total des forces armées de Rhodésie, y compris la police et les forces para-militaires,
- le refus de la reddition des unités de maquisards zimbabwé,
- la présence d'un commissaire résident britannique : il n'est pas question qu'il exerce des pouvoirs coloniaux,
- l'organisation d'élections libres en l'absence des soldats de Ian Smith.
- garanties pour le transfert des pouvoirs :
- Le Front est prêt à intégrer des juges, des fonctionnaires du régime, qui seront soumis à un filtrage et nommés par les nouveaux dirigeants.

Joshua Nkomo, co-président du Front Patriotique, a par ailleurs annoncé l'unification des deux composantes de la ZIPA (armée de libération).

## Menace de famine en Haute-Volta

La famine menace en Haute-Volta. Des pluies diluviennes sont tombées sur certaines régions du pays dont la capitale, juste avant la récolte, endommageant une partie importante des grains. La soudure était déjà difficile cette année, en raison des sécheresses passées. Si les pluies s'étendent, cela pourra devenir très grave. Selon des prévisions effectuées au printemps, l'aide alimentaire nécessaire pour parvenir jusqu'au printemps prochain était de 5 500 tonnes de grains. Les brusques chutes de pluie remettent en cause ce chiffre.

On sait que la famine dans les pays du Sahel, qui surgit à chaque fois que les conditions météorologiques sont défavorables, sont pour une large part les conséquences de l'exploitation impérialiste qui a imposé des méthodes d'exploitation agricoles impuissantes à faire face à de telles situation.

## Blé : réunion des exportateurs

Sous l'égide des Américains, le Canada, l'Australie et l'Argentine se sont réunis pour mettre au point un mécanisme de stabilisation des cours du blé. En fait, les États Unis cherchent avant tout à contingenter la production de chaque pays par un contrôle et une réduction des surfaces cultivées qui leur donneraient un poids plus grand sur le marché mondial, puisqu'ils seraient ainsi en mesure de prévoir et de maîtriser partiellement les volumes de production des autres pays au travers d'engagements internationaux.

## Maroc : les conditions des prisonniers politiques

Dans un communiqué, les comités de lutte contre la répression au Maroc dénoncent les conditions des prisonniers politiques : *«Abraham Serfaty est isolé à Casablanca... Une nouvelle lettre des familles souligne la gravité du cas d'Abdellah Zazaa, qui a été enlevé de la prison de Kenitra et dont on est sans nouvelles. La réputation de cette prison et de son directeur, Mohamed Al Alami, n'est plus à faire : enlèvements, sévices corporels, interdiction de passer des examens, interdiction aux avocats de visiter leurs clients... Les avocats eux-mêmes n'échappent pas à la répression, puisque sept d'entre eux qui avaient participé à la défense des inculpés du procès de Casablanca de 1977 sont l'objet de poursuites disciplinaires».*

## Pétrole : rapports contradictoires

Il y a quelques semaines, au lendemain de l'échec de la Conférence Nord-Sud, la CIA sortait un rapport à sensation qui prédisait que les approvisionnements en pétrole au niveau mondial seraient insuffisants à partir de 1983 si l'on poursuivait la consommation au rythme actuel. Rapport opportun qui faisait grand bruit et appuyait les activités déployées par Carter pour coordonner la politique des pays impérialistes concernant leurs approvisionnements en pétrole et, par conséquent leur attitude à l'égard de l'OPEP. Le rapport de la commission de commerce international des États Unis est beaucoup plus discrètement évoqué : il prévoit, lui, que les approvisionnements en pétrole seront insuffisants bien au-delà de 1985. Si, par hasard, le rapport de la CIA était de l'intox...

# abonnez-vous

**LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :**

**A un abonnement à**

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml ☐
- *Pékin Information* ☐
- *La Chine en Construction* ☐

Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

**et à un livre ou un disque au choix**

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France ☐

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communard* (Paule Lejeune) + La Commune en bandes dessinées ☐
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed) ☐
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran) ☐
- *Les enfants de Xisha* (Haoran) ☐
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN) ☐
- *La Commune de Paris* (Lissagaray) ☐
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc) ☐

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons ☐
- *Vive la Vida*, Carlos Andreou ☐
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline ☐
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC ☐
- Au choix, disques chiliens : *Checca* ☐ *Chile* ☐ *Resistencia* ☐
- *Neussac* ☐
  *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants* ☐
- *Ki Du* (Gilles Servat) ☐
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques) ☐
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat) ☐
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques) ☐

**sur présentation de la carte abonné ami du *Quotidien du Peuple***

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)

— **Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml**

**NOM** (en capitales) .....
**Prénom** .....
**Adresse** .....
**Ville** ..... **Date** :

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

**Mode de versement : — en une fois ☐ — en trois fois ☐**

*Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple*

*BP 225 75924 Paris Cédex 19.*
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.


## DANS NOTRE COURRIER

# POUR AMÉLIORER LE QUOTIDIEN

Chers camarades,

Je suis heureux de pouvoir participer à l'amélioration du Quotidien du Peuple en envoyant ces 100 F.

Le Quotidien est vraiment devenu un élément important, voire indispensable du combat révolutionnaire en France. (...)

Mais effectivement, un journal comme le Quotidien du Peuple doit toujours se transformer, se développer, progresser non seulement quantitativement en acquiérant plus de lecteurs et en ayant des moyens supplémentaires pour enquêter, informer, analyser, mais aussi qualitativement.

### LE QUOTIDIEN A PROGRESSÉ

Le Quotidien du Peuple a déjà progressé, c'est un fait. Ainsi, depuis le 1er mai, l'initiative de terminer les séries-enquêtes sur le logement, les transports, par des articles sur ce que devraient être les principes directeurs dans la politique socialiste de demain vis-à-vis des transports et du logement, est une très bonne initiative que le Quotidien du Peuple pourrait continuer et développer.

De même, j'ai bien l'impression que depuis quelques temps, les travailleurs (les femmes aussi avec la série d'enquêtes sur ce sujet) sont plus présents dans le quotidien. Ils prennent plus directement la parole. On retrouve plus de réflexions que nous-mêmes nous rencontrons dans la vie. Je pense qu'il faut continuer dans cette voie et même aller plus loin.

### POUR DES ARTICLES PLUS *«DIRECTEMENT»* UTILISABLES

En effet, il faudrait peut-être plus *centrer* les articles sur les questions que se posent les masses, plus centrer sur la réfutation des idées erronées qui pénètrent les masses de façon à ce que les articles soient plus *directement* utilisables. Par exemple, à l'hôpital de St-Germain où je travaille, par deux fois, alors que je parlais du chômage, on m'a répondu : chômeurs volontaires, chômeurs professionnels. Cette idée que chômage égale chômeurs professionnels ne tombe pas du ciel, elle est systématiquement développée par la bourgeoisie. Ainsi, dans sa série sur le chômage, le Quotidien du Peuple aurait pu développer la réfutation des idées fausses sur le chômage et de façon générale, prendre plus en considération les campagnes de propagande lancées par la bourgeoisie car elles ont pour le moment, cela est indéniable, un certain retentissement dans les masses. (...)

D'un autre côté, si le Quotidien dispose de plus de moyens, peut-être pourra-t-il *susciter* plus souvent des bilans sur les luttes. A ce niveau, d'incontestables progrès ont été faits dans le journal depuis un an. Il serait intéressant de centrer ces bilans sur la question : en quoi telle lutte revendicative a pu contribuer à l'avancée vers le socialisme ?

### DÉCRIRE LA SITUATION DES MASSES SOVIÉTIQUES

Maintenant, de mon côté, j'aimerais voir, si cela est possible, certaines séries d'articles dans le Quotidien. Ainsi pourrait-on avoir des articles sur l'URSS qui n'abordent pas seulement la question du fascisme en URSS et de ses réactions sur les intellectuels dissidents, mais qui développent essentiellement la situation des masses, de la classe ouvrière, face à la bourgeoisie soviétique. Il est bien sûr peut-être difficile de connaître la situation des masses, ce qu'elles pensent du régime politique dans leur pays, mais peut-être pourrait-on, pour le moment, interroger ces intellectuels soviétiques dissidents sur les masses et non sur eux-mêmes. Il serait intéressant, alors que le PCF peut accéder au pouvoir en 78, de savoir assez concrètement comment la nouvelle bourgeoisie soviétique arrive à exploiter et à opprimer les masses, comment se forme cette bourgeoisie.

### LE PASSAGE AU SOCIALISME

D'un autre côté, s'il est aujourd'hui important de développer le projet socialiste de société pour la France, il est aussi nécessaire (c'est ce qui ressort des discussions) de préciser comment on y arrivera, par quelles étapes il faudra passer, comment on passera de la crise politique à la crise révolutionnaire. L'effort de réflexion sur ce sujet pourrait être enrichi par l'expérience de prise de pouvoir en URSS, en Chine, et le Quotidien du Peuple pourrait se faire l'écho de ces expérience comme il a publié des articles sur la Commune de Paris au moment où se précisait le projet de société socialiste. Voilà les quelques suggestions que je voulais faire aux camarades du Quotidien, afin que le Quotidien du Peuple réponde encore mieux aux besoins de ses lecteurs.

**M. 92 - Chaville**

✸

# LES MÉDICAMENTS REMBOURSÉS A 40% : UNE MESURE DE CLASSE

Suite à l'article des 4 et 5 septembre 1977 sur le budget de la Sécurité sociale, je tiens à intervenir.

En effet, s'il est juste de dénoncer sur la même page l'amidopyrine, largement répandue dans la gamme des médicaments *«anti-douleurs»*, qui s'avère être cancérigène, il faut être cohérent vis-à-vis d'autres médicaments aussi dangereux, même s'ils augmentent au 1er octobre 1977.

S'il est vrai que ce sont les masses qui vont voir leur pouvoir d'achat diminuer avec le remboursement à 40% pour plus de 600 médicaments, il n'est pas juste de défendre n'importe quel médicament.

C'est le cas des stimulants nerveux qui sont sur la liste de remboursement à 40%, ainsi que des *«anti-obésité»* (anorexigènes) du genre amphétamines. Ils sont pour la plupart du tableau B de la règlementation des drogues, du fait de la dépendance physique qu'ils causent (la même que pour l'héroïne).

Ce qui est intolérable, c'est que les trusts pharmaceutiques font un gros bénéfice sur ces médicaments *«miracles»* (2e place en 1976 dans le rapport de chiffre d'affaires des médicaments), alors que la cause réelle de leur emploi sont les mauvaises conditions de travail et de vie des masses. Là est vraiment le problème et c'est là qu'il faut lutter en premier lieu.

**P.S. Senones**

✸

*Les mauvaises conditions de vie et de travail, sont à la base d'un grand nombre de maladies, et par conséquent de l'utilisation d'un grand nombre de médicaments.*

*Ceci souligne d'autant mieux que ce sont les masses populaires qui verront leur pouvoir d'achat diminuer avec le remboursement à 40% pour 696 médicaments, une décision dont le motif n'est évidemment nullement de suspendre la consommation de médicaments dangereux.*

*Bien sûr, parmi ces 696 médicaments, certains (une minorité), tels les amphétamines ou les anti-thyroïdiens prescrits comme «coupe-faim», anorexigènes, présentent des risques pour la santé, risques dont se moquent les trusts pharmaceutiques avides de profits.*

*Mais, en quoi la mesure qui consiste à ne rembourser ces médicaments qu'à 40%, changerait-elle quelque chose sur ce plan-là.*

*Rien n'est changé concernant la publicité mensongère des trusts auprès des médecins et du public, et le manque criant d'une réelle information médicale.*

*En fait, la mesure ne fera que pénaliser les travailleurs aux revenus les plus modestes, les vieillards, les convalescents, qui, confrontés à des conditions de vie chaque jour aggravées, sont actuellement contraints de recourir à la plus grande partie des 696 médicaments (notamment les vitamines anti-anémiques, les médicaments pour stimuler la vésicule biliaire, les laxatifs). Médicaments qui continueront d'ailleurs à être prescrits par les médecins et dont les travailleurs supporteront la charge financière.*

*La mesure consistant à limiter le remboursement à 40%, est une mesure de classe qui, sans rien changer bien sûr aux vraies causes des maladies, aux conditions de vie, ne peut qu'aggraver le sort de ceux qui devront faire face à leurs conséquences. C'est bien sous cet angle que cette mesure doit d'abord être dénoncée.*

# PROGRAMME TELE

## Samedi 17 septembre

**TF 1**
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Spécial vacances 1977
21 h 30 - Le riche et le pauvre - *feuilleton*
22 h 15 - Tennis : Coupe Davis Italie-France
23 h 15 - Journal

**A 2**
17 h 25 - Des animaux et des hommes. *Les sept îles et le cap Frehel. 1967 : la catastrophe du «Torey Canyon».*
18 h 10 - La crouse autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La brigade des mineurs : Incidents mineurs.
22 h 10 - Le dessus du panier
23 h 50 - Jazz
23 h 35 - Journal

**FR 3**
18 h 15 - Breiz o veva
18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 50 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Outre-mer
20 h 30 - Le lever de rideau
22 h 00 - Journal

## Dimanche 18 septembre

**TF 1**
13 h 00 - Journal
12 h 30 - C'est pas sérieux
14 h 15 - Les rendez-vous du dimanche
16 h 15 - Vive le cirque
16 h 45 - Sports première
18 h 30 - Guerre et paix
190 h 25 - Les animaux du monde
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Une maîtresse dans les bras... une femme sur le dos. *Film anglais de Melvin Frank (1972)*
22 h 15 - Questionnaire : André Glucksmann
23 h 15 - Journal

**A 2**
13 h 00 - Journal
13 h 20 - Bon dimanche
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Music and music
21 h 40 - Bouquet de ronces - *feuilleton*
22 h 35 - Carlo Goldoni ou mémoire pour le jour où nous n'aurons plus de masques
23 h 30 - Journal

**FR 3**
16 h 05 - Flash journal
16 h 10 - Hommage à Olivier Ricard : Frédéric II
17 h 50 - Espace musical
18 h 45 - Spécial Dom-Tom
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - Les animaux chez eux
20 h 30 - L'homme en question : Jean Daniel
21 h 30 - Ciné-Court
22 h 20 - Flash journal
22 h 30 - Cinéma de minuit cycle Mankievicz : Eve. *Film américain de L. Mankievicz (1950)*

## Lundi 19 septembre

**TF 1**
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les maraudeurs attaquent
22 h 05 - Je t'aime, tu danses
23 h 30 - Journal

**A 2**
19 h20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Portrait de l'univers : une heure en cellule
23 h 05 - Zig Zag
23 h 35 - Journal

**FR 3**
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash Journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma public : Duel dans la boue
22 h 00 - Journal



A propos du livre du professeur Minkowski :

# «Pour un nouveau né sans risques»

Après un rappel des travaux les plus intéressants présentés dans l'ouvrage, nous aborderons les solutions proposées par le Pr Minkowski :

• En France, chaque année, pour 120 000 grossesses (sur 800 000), il existe un *risque* de voir l'enfant souffrir, rester handicapé ou mourir.

• Et les accidents, en majorité, ne sont dûs ni à la *«fatalité»*, ni à la *«sélection naturelle»* : 60 à 65% des risques sont *évitables*. *«J'entends mener,* dit Minkowski, *avec les femmes, les couples, ce nouveau combat pour une réelle prévention et éducation sanitaire».*

### QUELS SONT CES NOUVEAUX-NÉS «A RISQUES»

• **Les prématurés** tout d'abord : c'est l'un des problèmes les plus importants, vu sa fréquence. Chaque année dans notre pays, il y a 80 000 prématurés dont 12 à 15 000 meurent et plusieurs milliers seront plus ou moins handicapés (prématuré : né avant 37 semaines de grossesse).

Les prématurés, surtout les plus jeunes, sont fragiles, sensibles à l'infection, exposés aux complications respiratoires, nerveuses, d'hémorragie, au froid et difficiles à alimenter.

• **Les post-termes** (nés après 42 semaines de grossesse) et les **Hypotrophiques** (nés à terme mais de faible poids) sont aussi des nouveaux-nés fragiles, exposés entre autres au manque de sucre dans le sang, ce qui peut entraîner convulsions et arrêts respiratoires.

• **Parmi les autres enfants à risques**, ceux qui ont une malformation ou dont la mère a certaines maladies (par exemple du diabète ou une hypertension), mais aussi les jumeaux, très souvent prématurés.

### AU CŒUR DU PROBLÈME

D'après une enquête de l'INSERM en 72, on note 3,6% de prématurés parmi les enfants de cadres supérieurs, et 12,4% parmi les enfants de manœuvres.

Parallèlement, 5,4 morts périnatales pour mille chez les enfants de cadres supérieurs et 20,9 pour mille chez les enfants de manœuvres.

Aux USA, la mortalité périnatale globale est de 21 à 22 pour mille, mais elle est en fait de 40 pour mille chez les noirs, Mexicains, Porto-Ricains et *«petits-blancs»* du Sud.

Comme dit Minkowski : *«Au cœur du problème de la prématurité, le bas niveau socio-économique en est l'une des causes principales».*

### LES CAUSES D'ACCOUCHEMENT PRÉMATURÉ

— A cause du manque d'information, d'une mauvaise surveillance, d'une mauvaise alimentation (que ce soit faute de temps et/ou de moyens).

— **A cause de la fatigue** surtout.

• Par exemple, pour les ouvrières, qui cumulent souvent un travail pénible, debout et des transports longs et éprouvant ;

• mais aussi pour les ménagères, ayant déjà d'autres enfants.

Il y a d'autres causes, dont beaucoup sont valables pour l'ensemble des grossesses à risque : **la béance du col de l'utérus, diabète** et **hypertension** maternels, **métrorragies** («pertes» rouges) pendant la grossesse, ainsi que pour les **infections urinaires** ou **génitales** («pertes» blanches), surtout celles près du terme qui peuvent infecter l'enfant.

Les antécédents d'**avortements répétés** (volontaires ou non), de prématurité jouent aussi pour beaucoup.

*(à suivre)*

**Correspondant Lyon**

# Elise ou la vraie vie

## Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

**70e épisode**

— Remarque, dit-il doucement — et sa voix est affectueuse —, depuis trois jours, à cause de toi, je ne me couche pas.

Et comme il voit mon étonnement, il rectifie :

— Non, il faut dire, je ne dors pas. Je voulais te voir, mais je ne pouvais pas. Je ne veux pas te parler devant les autres. J'ai pensé à une commission par ton frère, mais j'ai préféré attendre. Oui, dormir, pas coucher. C'est une expression de chez nous.

— Vous parlez très bien le français, dis-je, pour cacher mon émotion.

— Le parler, ça va... L'écrire, je fais beaucoup de fautes.

Un car de police passe en klaxonnant fort. Arezki m'a lâchée. Le car ne s'est pas arrêté.

— Il fait froid. Allons, c'est l'heure de rentrer.

Il m'explique les changements, les correspondances.

— Où habitez-vous?

Il ne répond pas tout de suite, puis il dit :

— A Jaurès.

Je regrette ma question. Je sais qu'il a menti. Nous montons dans le même compartiment, mais nous asseyons face à face. Il me dit simplement :

— Descends là, prends direction Dauphine, en serrant très fort la main que je lui tends.

Je passai le dimanche suivant dans mon lit.

Je dormis beaucoup. Quelque part, j'avais lu que le sommeil rend plus belle.

Le lundi matin, Mustapha et le Magyar arrivèrent en retard. Mustapha vint d'abord et, s'approchant de Bernier qui le guettait, il lui fit un salut militaire. Ce fut sur le Magyar que tomba la colère de Bernier. Mais le Magyar, qui prenait de plus en plus d'assurance, se dégagea et rentra dans une voiture. Il me vit et cria « oh la la » en désignant Bernier. Arezki travaillait assez loin et ne m'avait pas encore saluée. Que la chaîne s'arrête! Le temps de m'assoir et de réfléchir posément. La chaîne ne s'arrête pas et mes pensées fluctuent au rythme de mes gestes. Cela donne des angoisses syncopées. J'entrevois la silhouette d'Arezki et je me rassure. J'apprécie d'être embarquée avec lui sur cette galère.

Mustapha nous rejoignit alors que pour la première fois, ce matin-là, nous nous trouvions ensemble. Arezki le renvoya sous je ne sais quel prétexte.

— Ce soir, me dit-il ensuite, je ne peux pas. C'est remis à un autre soir, n'est-ce pas?

Le petit Marocain me bouscula sans douceur. Gilles était derrière lui. Mustapha revint avec une caissette de clous et la renversa devant Gilles, puis, sans daigner les ramasser, il s'installa auprès d'Arezki.

A son tour, le régleur entra dans la voiture.

— C'est lui, dit-il en désignant à Gilles Mustapha qui se retourna. Je l'ai observé pendant un moment. Regardez. Quand il cloue, il tire sur le tissu. Ça se déchire.

Gilles poussa Mustapha et lui ôta son marteau. Il examina attentivement le snapon, le pavillon, et commença à taper sur le bourrelet. Mustapha attendait, fronçant le nez et grommelant en arabe.

Gilles, d'un signe de tête, appela le régleur :

— Il est obligé de tirer sur le tissu pour le rentrer sous le snapon et ça se déchire... Faites laisser trois ou quatre centimètres de plus. Vous taillez trop juste.

Mustapha se redressa en sifflotant.

Gilles descendit et le régleur le suivit.

— Alors, qu'est-ce que je fais? cria Mustapha. Je continue ou non?

A suivre

# Espagne
# Heurs et malheurs du gouvernement Suarez

1

**• Les élections de juin avaient créé une trêve, voire une certaine euphorie : n'était-ce pas le gage d'un retour à la normalité ? Dans l'ivresse d'une démocratie retrouvée, malgré toutes ses limites, bon nombre d'Espagnols voyaient le signe de temps nouveaux. Aujourd'hui le désenchantement est perceptible un peu partout. On ne parle plus guère de temps nouveaux, si ce n'est à propos de la polémique entre les Soviétiques et le parti révisionniste de Santiago Carrillo. L'intérêt pour l'information politique, pour les journaux, souvent lus dans la rue, n'a pas diminué. Mais, désormais, ce sont des titres de crise qui se signalent à l'attention : *«Martin Villa, ministre de l'Intérieur, prêt à démissionner». «Suarez obligé de raccourcir sa tournée européenne».* Car l'usure du pouvoir n'épargne pas Suarez, qui en est peut-être la première victime. Tel qui croyait à l'arrivée d'une authentique réforme fiscale perd ses illusions. Tel autre se perd dans les méandres de la politique parlementaire ; la plupart s'interrogent sur les hésitations du parti socialiste et l'esprit de *«responsabilité»* du PC : n'est-ce pas le Pacte social qui s'accomplit tacitement avec l'accord des grands partis de gauche ?**

**Non, pourtant : en plein été, la marche de la liberté au Pays Basque, rappelle obstinément que le problème des nationalités est intact. En plein été, ceux qui sont allés se faire bronzer sur les plages espagnoles, se sont retrouvés avec une puissante grève de l'hôtellerie, et en ce début de septembre, les ouvriers de la chaussure ont arrêté le travail pour obtenir des augmentations de salaire, en marge des centrales syndicales du PC et du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). La crise économique s'aggrave, l'automne sera chaud, le doute s'installe dans la classe politique au pouvoir, la situation pourrit lentement ; mais qui, au juste, parmi les partis politiques bourgeois, a envie d'un changement de majorité parlementaire ou d'une participation au gouvernement ? De fait, personne... C'est peut-être pour cela qu'en descendant d'avion dernièrement, Suarez a pu rassurer son monde : *«Du calme, Messieurs, tout va bien !»*. De ce côté là, en effet tout va sinon bien, du moins pas trop mal pour quelques temps encore ; les fascistes jusqu'au boutistes, récalcitrants au changement, peuvent bien donner du fil à retordre au gouvernement Suarez. Mais ces contradictions sont aujourd'hui secondaires, c'est d'ailleurs que viennent les soucis de la bourgeoisie espagnole.**

**Les aspirations des nationalités, et le refus des masses populaires de payer la crise, voilà deux questions auxquelles aucun parti bourgeois, de droite ou de gauche, ne peut répondre.**

**Reportage d'Hélène VARJAC**

## Le poids de l'héritage franquiste

Majoritairement, la bourgeoisie espagnole a opté pour une forme de domination démocratique bourgeoise. Cette solution à laquelle elle ne s'est résolue que contrainte et forcée par le mouvement des masses, lui apparaît aujourd'hui comme la plus économique pour sauvegarder ses intérêts de classe dans l'immédiat. Il y a dans l'appareil d'Etat espagnol beaucoup de fascistes reconvertis, beaucoup d'anti-franquistes *«de toujours»*, c'est-à-dire en fait comme le soulignait un journal espagnol, d'anti-franquistes *«depuis la mort de Franco»*. Mais il y a les autres : ceux qui ne se résignent pas à disparaître, ceux qui dans l'armée ou la police ou dans les administrations, ne renoncent pas. Le général *«ultra»* Milan del Bosch et son régiment blindé sont toujours aux portes de Madrid, les gouverneurs d'Euskadi n'ont pas changé, les caciques fascistes font toujours un peu la loi dans les villages.

## «Un nettoyage difficile»

Le gouvernement Suarez a entrepris un nettoyage systématique : mise à la retraite anticipée de généraux, dissolution de l'état major des armées, déplacement de gouverneurs, nouvelles nominations à la tête de la Garde Civile, réorganisation des secteurs de renseignements. Cela ne va pas sans résistance. Mais les secteurs récalcitrants sont minoritaires, et en position de faiblesse. A preuve, la défaite électorale de l'*«alliance populaire»* de Fraga, à preuve aussi le type de militants que les groupes fascistes Force Nouvelle et Guerilleros du Christ-Roi doivent recruter actuellement : de très jeunes gens, 16 ou 17 ans à peine.

## Où est donc passée la droite ?

Mais le fond de la question n'est pas là : l'armée ne peut en aucun cas jouer une carte autonome, être un parti politique, ni démocratique comme on l'a prétendu au Chili, ni fasciste : elle sert les intérêts d'une classe qui a choisi de légaliser la plupart des partis et de se livrer au jeu parlementaire. De plus, elle est traversée de courants contradictoires, monarchistes, libéraux, professionnalistes, etc. Mais les révisionnistes, eux mettent l'accent sur le rôle que peut jouer l'armée dans ce qu'ils appellent la déstabilisation du régime. Plus généralement, ils déclarent : *«La consolidation de la démocratie peut durer des années. Il peut y avoir des situations de tensions, d'agitation, mises à profit par la droite. Il faut éviter que l'électorat de l'UCD (Union du Centre Démocratique) ne glisse à droite.»* La droite, cela veut dire les fascistes ultras. Mais pour eux, les fascistes reconvertis de l'UCD, ce n'est pas la droite ! Or Suarez invoque exactement les mêmes risques de retour au passé et valorise les résistances des ultras pour prolonger le relatif consensus né des élections, notamment pour obtenir un pacte social. L'objectif est dans un cas d'éviter les mouvements de masse, dans l'autre de prévenir ce qui est qualifié par le PC de *«stratégie du désespoir.»*

## La réforme fiscale

Une des pièces maîtresses du programme de Suarez est la réforme fiscale. Il s'agit seulement d'instaurer ce qui existe dans tous les pays capitalistes, un impôt sur le patrimoine (actions et obligations, biens immobiliers, propriétés foncières). L'autre volet est une information sur les comptes courants dans les banques. Il faut préciser que les fonctionnaires chargés de veiller à l'application de la réforme seront pour tout l'Etat... 200 ! L'évasion des capitaux s'est multipliée par 5 depuis la mort de Franco, et la bourgeoisie est toujours inventive quand il s'agit de son argent.

## La fronde des banquiers

Néanmoins, l'annonce de cette mesure, qui est en discussion au parlement, a déclenché un véritable tollé. L'oligarchie terrienne, très intégrée aux milieux d'affaires et aux banques telles que Banesto (Banque Espagnole de Crédit), ou Banque de Vizcaya, y a vu une atteinte intolérable à la propriété foncière : en Castille et en Andalousie, les propriétés se chiffrent parfois en milliers d'hectares. Plusieurs banques ont signé un communiqué, déclarant qu'elles refuseraient la réforme. Mais, Suarez est fermement appuyé par la principale banque du pays, la Banque hispano-américaine, et par le groupe Urquijo. Ce qui est en cause dans ces divergences, c'est la modernisation du capitalisme espagnol. Il reste que Suarez a dû s'engager à accepter de nombreux amendements et que c'est pour lui une demi-défaite.

## PME en perdition

La modernisation du capitalisme espagnol passe par l'élimination d'un très grand nombre de petites et moyennes entreprises archaïques. Cela fait partie des choix de Suarez. Mais leur mécontentement est à l'heure actuelle utilisé par les nostalgiques du fascisme. C'est ce qui s'est passé lors de la dernière grève des transporteurs aux Asturies et en Galice, qui a sérieusement paralysé l'activité économique. Au départ, les gros transporteurs refusent des augmentations de salaires tandis que les petites entreprises cèdent. Les gros transporteurs refusent un arbitrage gouvernemental et prônent l'intransigeance. Ils accusent le gouvernement Suarez de faiblesse et de manque de crédibilité pour faire face à la crise. Résultat : des dizaines de fermetures de petites entreprises qui accusent à leur tour le gouvernement et murmurent que *«du temps de Franco, ça ne se passait pas comme ça»*. Qui tirait les ficelles ?

## La grève du pain

C'est un autre épisode, toujours actuel, de la guerre que certains secteurs récalcitrants au changement livrent à l'équipe Suarez. A chaque fois, ces mouvements ébranlent l'autorité politique de Suarez et sèment le doute, chez ses partisans. Dans une certaine mesure, il doit se garder sur son extrême-droite, et dispose d'une marge de manœuvre limitée. Chaque fois, certaines personnalités fascistes, membres ou non de l'armée, font chorus au mécontentement. Il y a bien des arrière-pensées dans ces affrontements d'arrière-garde : peuvent-ils réellement infléchir l'évolution de la situation politique en Espagne ?

(à suivre)

## La grève du pain

**Ce n'est pas une grève de la faim, en quelque sorte. Non. Au début de l'été, les patrons des boulangeries industrielles ont décidé d'affamer Madrid. Plus de pain, pendant près de quinze jours. A Madrid, l'artisan boulanger est l'exception, et l'organisation industrielle du secteur date des lendemains de la guerre civile. De colossales fortunes se sont ainsi édifiées.**

**A l'origine de l'affaire, ces industriels décident de faire passer le pain de 42 pesetas à 55. Compte-tenu des salaires, et de la place de base du pain dans l'alimentation populaire, cette hausse provoque de très vives réactions, et notamment la mobilisation des Associations de Ménagères, une forme originale d'organisations pour les quelques 9 millions et demi de femmes qui restent chez elles : rassemblements sur les marchés, manifestations, petits meetings ; la mesure semble excessive y compris au gouvernement. Les patrons boulangers tournent la difficulté : le kilogramme de pain ne pèse plus que 700 grammes. Le gouvernement Suarez emprisonne les principaux industriels qui ripostent par une grève totale. Pas le moindre petit morceau de pain à Madrid. Suarez relâche les industriels, le pain augmente de quelques pesetas et des négociations s'ouvrent. La guerre est repartie en septembre. Les diverses associations de ménagères et de quartiers sont décidées à obtenir le gel du prix du pain. En attendant, il reste que le gouvernement Suarez a été partiellement mis en échec, que certains en ont profité pour rappeler que *«du temps de Franco»*... Pour la deuxième fois depuis la grande crise de janvier, un climat était créé, tendant à conclure à la fragilité du gouvernement Suarez.**